

ZOOM

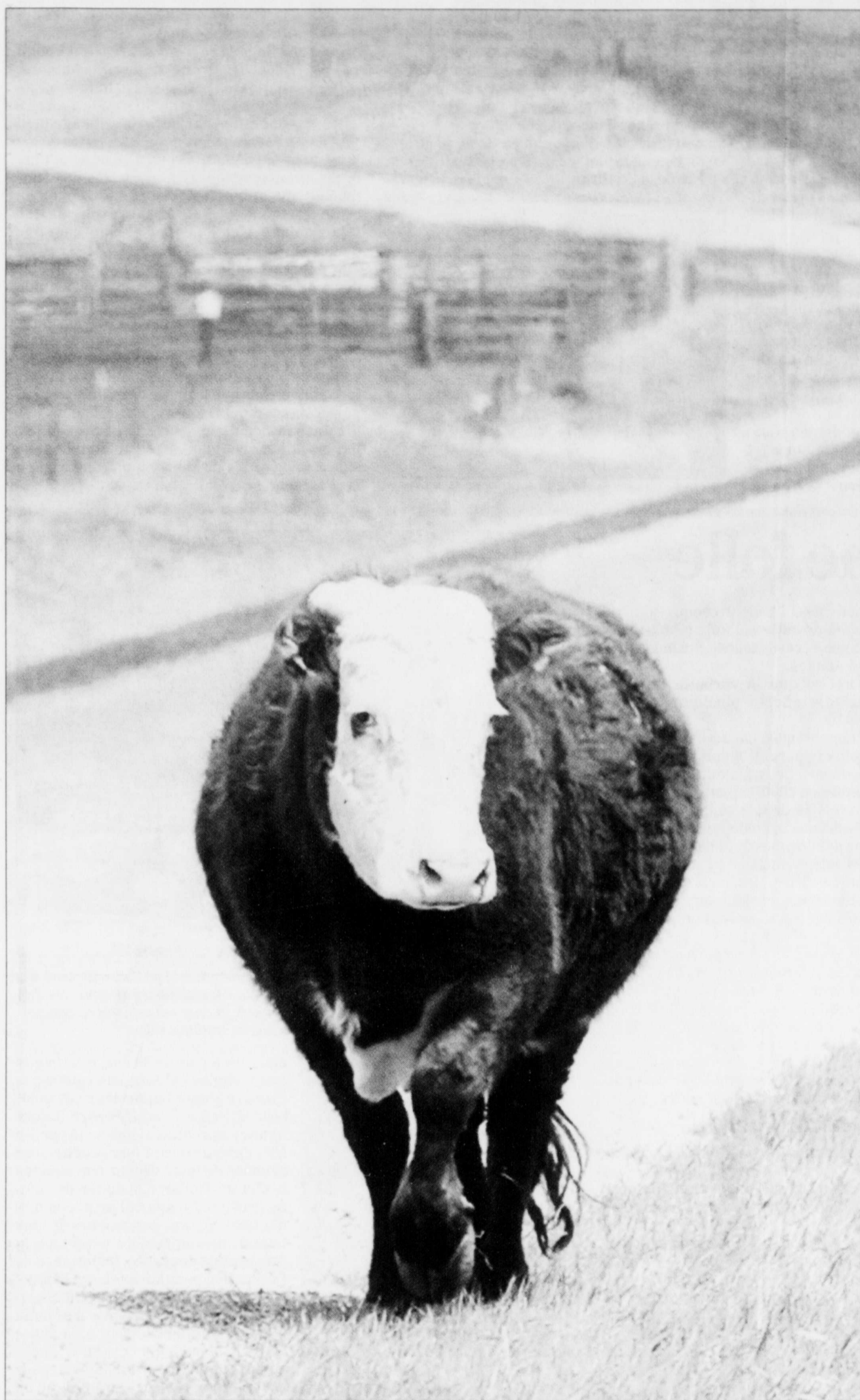


Entrevue

Cours toujours,
maman D 3

Provencher

Retraite dorée D 3



Au Québec, chaque bovin est identifié dès sa naissance et chaque mouvement doit être signalé à l'organisme Agri-traçabilité. De plus, avec les tests immuno-histo-chimiques, on peut détecter les protéines anormales des années avant que les signes cliniques soient manifestes, à condition de tomber sur l'animal contaminé...

Une aberration du système

L'inspection des bovins est tellement efficace qu'un seul cas peut paralyser tout un pays

■ On peut dire que notre système d'inspection fonctionne quand il permet de trouver un cas isolé — jusqu'à preuve du contraire — d'encéphalopathie spongiforme bovine. Le problème, c'est qu'une seule vache suffit à paralyser l'industrie du pays en entier.

Il y a pourtant loin de l'Alberta, où le cas a été découvert, jusqu'au Québec. « La réaction a été très excessive, estime le président de la Fédération des producteurs de bovins du Québec, Michel Dessureault. Quand un cas isolé affecte toute l'industrie, c'est une aberration du système. Ça fait longtemps qu'au Québec on réclame la régionalisation. »

On pourrait difficilement reprocher aux autres pays d'appliquer envers nous la même médecine que le Canada avait lui-même utilisée vis-à-vis du Japon, quand un cas de maladie de la vache folle avait été rapporté dans ce pays, l'année dernière. La nouvelle n'avait d'ailleurs mérité que quelques lignes dans nos journaux à l'époque.

Michel Dessureault, lui, croit qu'avec le système de « traçabilité », qu'on est à mettre en place pour suivre le trajet d'un animal à partir de sa naissance, on pourrait limiter l'impact en isolant entre elles les régions productrices du pays. Les Américains ont d'ailleurs accepté cette façon de faire pour la production de pommes de terre, dit-il.

« On travaille très fort pour qu'il y ait une levée de l'embargo dans l'est. Il y a des points stratégiques pour le transport au Canada où on peut faire d'excellents contrôles du transport. Ça permettrait à l'industrie du Québec de continuer à opérer. »

Les discussions sont avancées au Canada, précise-t-il, et il faudrait amorcer des échanges avec notre voisin.

Il pourrait même y avoir plus d'une région par province. « Il y a une barrière naturelle de 400 kilomètres qui sépare l'Abitibi du reste du Québec, donne-t-il en exemple. En termes sanitaires, c'est énorme. On pourrait diviser le Québec en quatre grandes régions, avec des mesures de contrôle des échanges entre chacune. Je n'y verrais aucun problème, grâce au système de traçabilité mis en place chez nous. »

RECENSÉS

Pour faire une caricature, on pourrait dire que la traçabilité est aux bovins ce que le recensement est aux humains. L'année dernière, en effet, quelque 1,5 million de bovins du Québec ont été en quelque sorte « recensés ». Heureusement pour nous, seuls les animaux doivent porter leur étiquette à l'oreille.

C'est cette même étiquette, rattachée à la carcasse de l'animal à l'abattoir, qui permet d'identifier la provenance de la viande. Le système s'arrête là pour le moment. Si la carcasse est séparée en morceaux à l'abattoir, on pourra relier cette viande à un producteur mais pas nécessairement à un seul animal.

Car il ne s'agit que d'une première phase d'implantation, précise Michel Dessureault. Cette année, ce sera le tour des quelque 300 000 têtes du cheptel ovin, et l'an prochain, les 7 millions de porcs.

Il reste aussi à prolonger le système jusqu'à l'épicerie et chez les transporteurs.

« Quand vous allez acheter votre bœuf haché, l'épicier pourra vous dire de quelle ferme il provient à partir du code à barre », illustre le président de la Fédération. Mais cette dernière phase ne sera pas en place avant 2005.



Pierre Asselin

PAsselin@lesoleil.com

SOCIÉTÉ

Vive les aliments authentiques !

Le fast food fait progressivement place au Slow Food

■ Au chapitre des nouvelles tendances alimentaires et des produits inusités, finis les gadgets et le prêt à manger de qualité douteuse. Place aux fromages fins artisanaux, au gibier, au Bon goût frais de la Gaspésie, à la cuisine amérindienne, aux aliments biologiques dont on connaît la provenance. Ce début de XXI^e siècle annonce le retour en force de la cuisine régionale et des saveurs oubliées du terroir. Exit le fast food et ses gras sursaturés. Bienvenue au royaume du Slow Food et des « vrais » aliments...

C'est ce qui ressort de deux événements culinaires d'envergure internationale qui se tenaient chez nous en avril et qui ont permis de prendre le pouls des dernières tendances. Pendant quelques semaines, on a vraiment eu l'impression que le monde entier s'était donné rendez-vous au Québec pour causer bouffe. D'abord, il y a eu le Salon international de l'alimentation, des vins, boissons et spiritueux (SIAL), cette incontournable grand-messe qui se tient en alternance à Paris et Montréal. Des milliers de producteurs, transformateurs, importateurs, chefs cuisiniers et restaurateurs s'y retrouvent autour de

nouveautés qui cherchent à percer le marché. Ils goûtent, testent, jaugent, évaluent et discutent ferme autour d'aliments qui finiront (ou pas) par se retrouver sur nos tablettes d'épicerie ou sur les tables de nos restaurants... Tout dépend des produits qui sauront se démarquer suffisamment pour trouver



Anne Desjardins
Plaisirs@lesoleil.com
Collaboration spéciale

preneur. Si un chef réputé goûte un pesto de salicorne, par exemple, et décide qu'il mérite de figurer sur sa carte, alors l'avenir de ce produit est assuré. Vous le découvrirez d'abord dans vos restaurants préférés, puis il trouvera son chemin vers l'épicerie grâce à un distributeur qui osera prendre le risque de le vendre à plus grande échelle. Le SIAL permet à des gens des métiers de bouche en provenance de 70 pays de tester quelque 1000 nouveautés. Cette année, on avait déroulé le tapis rouge aux petits producteurs et mis en valeur leur savoir-faire. La majorité des exposants du SIAL 2003 appartenaient à la catégorie des entreprises familiales offrant des produits de niche de qualité: omble chevalier, tisanes ou pâté de caribou du Nunavut, bleuets sauvages de Mistassini, terrines de canard prêtes à cuire de La Maison du gibier, beurre de chèvre biologique, huiles de chez Orphée, meuneries biologiques et boulangeries artisanales, alcools de



Le début du XXI^e siècle annonce le retour en force de la cuisine régionale et des saveurs oubliées du terroir.

Voir ALIMENTS en D 2 >

Le changement des noms de rues J'aime J'aime pas

Il y a cinq ou six ans, une amie de Montréal prend le volant pour me payer une visite, dans ma campagne à 20 km au nord de Québec. La voilà surprise par une tempête de neige printanière costaud. Après plus de trois heures à naviguer péniblement sur l'autoroute, la voilà qui m'appelle et qui me supplie de lui trouver un chemin praticable... qui ne passe pas par la 73! Elle en a ras les essieux des grands chemins et des gros camions!



Andrée Roy

ARoy@lesoleil.com

« Tu es sur la Capitale? Tu sors à la 1^{re} Avenue et tu la remontes franc nord », que je lui réponds, en me souvenant tout à coup que la chose n'est pas si simple, finalement. Parce que la 1^{re} devient la rue Isaac-Bédard avant de croiser le boulevard Henri-Bourassa, qui se change lui-même en boulevard du Jardin, qui devient l'avenue Notre-Dame un peu plus loin! L'amie montréalaise a failli virer de bord!

Si les changements de noms de rues proposés par le Comité de toponymie tiennent la route, je pourrai désormais conseiller: tu sors à Henri-Bourassa et tu files franc nord jusqu'à Notre-Dame-des-Laurentides!

Mieux que ça: à mon filleul qui, enfant, adorait être emmené au Village-des-Hurons, je pourrai annoncer qu'il n'aura qu'à emprunter le boulevard de la Nouvelle-France d'est en ouest. Je l'entends encore décliner, le nez collé

à la vitre: « On prend la 80^e! On est sur le boulevard Saint-Joseph! Là, on est sur le boulevard Bastien! » Encore heureux qu'on ne parlait pas de Beauport: on se serait tapé le boulevard Rochette avant qu'il ne devienne 80^e Rue Est...

Je ne sais pas si une telle confusion existe ailleurs. J'ai toujours cru cette manie propre aux gens de Québec, qui tiennent à leurs affaires, ai-je constaté en découvrant que bien des gens du quartier Saint-Sacrement ne pouvaient supporter d'être assimilés à ceux du quartier Montcalm, et que ceux de Sillery n'étaient pas de Québec. Il y a même des résidents de Sillery Gardens — je ne dirai pas le nom de la rue — qui s'estiment différents des autres Sillerois...

Je suis bien heureuse qu'une administration mette enfin l'épaule à la roue pour me soulager d'une confusion bien inutile. Pourquoi avoir toléré aussi longtemps que la rue des Cyprès (dans l'ancien quartier Orsainville de Charlesbourg) soit aussi le chemin de Château-Bigot? Ou que la rue de la Faune, toujours dans Orsainville, devienne la rue des Érables à Saint-Émile, puis la rue de la Rivière à Loretteville? Ça ressemble à de l'esprit de clocher, non?

C'est pour voir enfin la clarté guider ma route que j'applaudis aux changements de noms, et même à cette profusion de nouveaux noms. C'est comme le printemps, ça fait du bien!

Je n'ai qu'une seule vraie raison de ne pas aimer les nouveaux noms de rues qui vont être imposés aux résidents de Québec.

Je pourrais vous dire que les appellations rue de la Joie, de la Gaïeté, du Bonheur, de la Confiance et de l'Espérance me font dresser le poil sur les bras. Ces noms inspirés d'une toute nouvelle thématique sur les sentiments humains sentent la rectitude politique à plein nez. J'ai eu beau chercher dans le document rendu public par la Ville, je n'ai pas trouvé de rue de la Colère, pas plus que de rue de la Souffrance.



Marianne White

MWhite@lesoleil.com

Je pourrais vous dire que les livreurs de pizza et les téléphonistes de Bell vont avoir du fil à retordre avec les rues des Trilobites, du Chicobi, du Touladi, de l'Obalski, de Senezergues ou bien du Canteloup. Sans parler de la rue des Feux-Follets et celle des Bouleaux-à-Canot.

Je pourrais vous dire à quel point c'est frustrant de devoir contacter toutes les personnes et toutes les sociétés avec lesquelles on fait affaire pour les aviser du changement d'adresse forcé.

Je pourrais vous dire que j'ai l'impression de me trouver à la croisée des rues du Ridicule et du Mépris quand je vois qu'on renie certains joyaux de notre patrimoine toponymique vieux de plus d'une centaine d'années.

Je pourrais vous dire que j'ai horreur des décisions prises en vase clos sans égard à la population.

Je pourrais vous dire tout ça et bien plus, mais j'ai envie de ne vous dire qu'une seule chose. Je ne veux pas qu'on efface les souvenirs de mon enfance qui remontent à la surface chaque fois que je passe dans la rue où j'ai passé tant d'heures à jouer. Comme des dizaines et des dizaines d'autres personnes, j'ai grandi et vécu dans une rue à laquelle je suis attachée et je n'ai surtout pas envie qu'on me l'arrache.



LE SOLEIL, PATRICE LAROUCHE

Le b-a ba de la vache folle

Comblen de vaches ont été contaminées par l'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB) à travers le monde?

Depuis la découverte de cette maladie en 1986, pas moins de 170 000 animaux ont été contaminés en Grande-Bretagne et 4,7 millions de têtes de bétails ont été abattues. Dans le reste du monde, on a dénombré un peu moins de 2000 cas. Les pays les plus touchés sont la France, la Suisse et le Portugal.

Comment cette maladie a-t-elle vu le jour?

Son origine n'est pas encore connue, indique l'Agence canadienne d'inspection des aliments. Le « prion », la protéine responsable de la tremblante

du mouton, a été transmis aux bovins. Cette protéine résiste aux méthodes habituelles de stérilisation, comme la chaleur. Il est possible que des changements aux procédés d'équarrissage des ruminants en Angleterre aient permis à cette protéine de demeurer active dans le matériel qui était transformé en farine pour servir de nourriture aux bovins.

Est-ce que tous les cas de maladie de Creutzfeldt-Jakob (MCJ) sont attribuables à l'ESB?

Non. L'incidence de la forme dite classique de cette maladie est d'environ un cas pour 1 million d'habitants et il y a eu 410 cas potentiels dénombrés au Canada depuis 1997 et 183 cas

confirmés. L'ESB provoque une variante de cette maladie (vMCJ) chez l'humain, et elle touche surtout les jeunes adultes.

Est-ce que la variante de cette maladie affecte plusieurs personnes?

Il semble que l'impact sera beaucoup moins important qu'on l'avait craint au départ. Cette maladie a tué 28 personnes en 2000, le plus grand nombre enregistré depuis son apparition, et elle est en déclin depuis. On craignait que des dizaines de milliers de personnes soient touchées au cours des prochaines décennies, mais de nouvelles estimations parlent maintenant de moins de 500 cas, jusqu'en 2080. P.A.

SYSTÈME

Suite de la D 1

Le système québécois se distingue par ailleurs un peu du système en place dans le reste du pays.

Le Canada exige que l'animal soit enregistré chaque fois qu'il sort d'une ferme. Au Québec, on demande plutôt aux producteurs d'identifier l'animal dès les premiers jours de sa naissance.

Pour l'opération de l'année dernière, il fallait cependant identifier tous les animaux, adultes compris. On a récolté le plus d'informations permettant de situer leur origine, ce qui était plus facile pour les animaux pur-sang, la majorité de notre cheptel, indique M. Dessureault.

Le résultat est une banque de données, qui appartient à l'État, gérée par un organisme à but non lucratif: Agri-tracabilité. Cet outil sert au suivi de toutes les maladies à déclaration obligatoire, comme E-Coli par exemple.

Le numéro d'identification, à 15 chiffres, est déjà utilisé dans les encans d'animaux, les abattoirs, pour la gestion à l'intérieur de la ferme, pour l'insémination. « Tout le monde doit s'adapter », résume le président.

DIAGNOSTICS RAPIDES

L'encéphalopathie spongiforme bovine n'est pas la seule maladie visée par ces mesures, mais après la crise qui vient de frapper l'industrie canadienne, on voudra sans doute se doter d'outils plus rapides pour la diagnostiquer, avance Michel Major, coordonnateur aux urgences à la Direction de l'épidémiologie et de la santé animale, au ministère québécois de l'Agriculture.

Les provinces ont commencé depuis quelques années à s'équiper pour faire ces tests. C'est ce qu'a fait par exemple le Laboratoire de pathologie animale de Sainte-Foy pour le ministère québécois.

Les provinces, particulièrement le Québec, l'Alberta et l'Ontario, tenaient à collaborer activement aux analyses, avec l'agence canadienne, parce qu'elles voulaient assurer au Canada son statut d'exception, désormais menacé par l'apparition du cas albertain.

L'amélioration des techniques de diagnostics est cruciale contre une maladie qui peut être présente de deux à huit ans chez un animal avant que celui-ci ne présente des signes cliniques. Une fois que les signes se manifestent, la dégradation est alors assez rapide, explique M. Major. L'animal peut mourir au bout de six mois.

Si on devait se limiter à détecter les lésions au cerveau, qui apparaissent au cours de ces derniers mois, on échapperait les cas où la maladie est encore en incubation.

TESTS DE DÉTECTION

Avec les tests immuno-histo-chimiques réalisés au laboratoire québécois, on peut détecter les protéines anormales des années avant que les signes cliniques soient manifestes, à condition de tomber sur l'animal contaminé...

Il n'y a en effet aucun moyen de savoir si des animaux en apparence sains mais porteurs de la maladie sont ou ont été consommés, reconnaît M. Major.

Dans le cas identifié en Alberta, l'animal montrait déjà des lésions au cerveau, la contamination était donc présente depuis plusieurs années, souligne le vétérinaire.

Mais il n'est pas impossible, selon lui, qu'il ne s'agisse que d'un cas isolé, sporadique, une possibilité également évoquée par les autorités américaines, précise-t-il.

« On ne peut pas éliminer la possibilité que chez un individu, de façon totalement aléatoire, un prion (une protéine) se transforme et devienne anormal de lui-même. C'est connu et documenté dans toutes les maladies à prions, même chez l'humain. »

En attendant d'en avoir le cœur net, l'Agence canadienne d'inspection des aliments est déjà en train d'étudier la possibilité d'avoir recours à des tests rapides, en 24 heures ou moins, comparativement aux 5 à 10 jours des tests actuels.

Et rien n'est parfait, déplore le spécialiste. L'Europe utilise ces tests à très grande échelle, mais ils présentent également le risque de « faux positifs », des cas qui se révèlent être de fausses alertes.

« Et l'impact d'un faux positif est énorme sur le marché. Mais si on trouve plusieurs cas, on n'aura alors plus le choix que d'opter pour ce système de surveillance. »



Parmi les kiosques les plus populaires du Salon international de l'alimentation, des vins, boissons et spiritueux, se trouvaient ceux de l'Association d'affaires des Premiers Peuples. L'Institut culturel Avataq du Nunavik finance ses activités en commercialisant des tisanes faites selon des recettes inuites traditionnelles.

ALIMENTS

Suite de la D 1

fruits faits selon les règles de l'art, champignons sauvages, etc.

Quelques jours plus tard, c'était au tour de 1200 membres de l'ACFP (Regroupement international des professionnels de l'art culinaire) de venir célébrer le 25^e anniversaire de leur association en débarquant en force dans nos restaurants, nos épiceries fines et chez nos producteurs locaux afin d'en apprendre davantage sur la cuisine du Québec. Chefs, traiteurs, auteurs, critiques, stylistes et photographes, dirigeants de grands instituts culinaires d'Amérique du Nord et d'Europe, animateurs d'émissions de télévision sur la cuisine, éditeurs de magazines spécialisés comme *Gourmet* ou *Cooking Light*, tout ce beau monde venu de 40 pays, dont le Canada, avait choisi le Québec comme « terre d'accueil ». Et ce n'est pas un hasard: nous commençons à être reconnus pour notre expertise dans le domaine des produits de créneau, un secteur en forte croissance.

Par leur seule influence dans leurs communautés respectives et auprès des médias, ces milliers de professionnels de l'alimentation sont ceux qui façonnent une partie de notre avenir alimentaire. Leurs articles dans les revues spécialisées, leurs livres de cuisine, qui se vendent souvent à des centaines de milliers d'exemplaires, dicteront ce qui sera à la mode dans quelques mois et ce qui méritera d'être mis en valeur. On leur doit la vogue de la cuisine fusion des années 80, l'engouement pour les sushi, la cuisine sans gras ni cholestérol ou le Comfort Food des années 90. Où nous entraîneront-ils en ce début de XXI^e siècle?

CONVERGENCE DES VALEURS CULINAIRES

On pourrait s'attendre à ce que tant de gens issus de cultures culinaires aussi différentes que celles de la France, des États-Unis, de l'Australie, de l'Italie ou du Brésil s'affrontent au plan des valeurs ou des tendances à privilégier. Or, il n'en est rien. Dans une étonnante synchronicité, tous semblent se retrouver à la croisée des chemins en prônant la même philosophie: retour à une alimentation simple, réconfortante, dépouillée de pesticides, d'engrais chimiques ou d'antibiotiques de croissance. Retour à la notion du « small is beautiful » qui

était, il y a plus de 30 ans, le leitmotiv des granolas californiens menés par Frances Moore Lappé dans son best-seller *Diet for a Small Planet*. Retour à une agriculture locale, à petite échelle, qui permet aux producteurs artisans de vivre de leur travail dans la dignité. Retour à la notion de goût, de fraîcheur, de partenariat communautaire. Retour aux valeurs de partage et de convivialité autour de la préparation des repas. Importance de l'éducation pour faire échec à l'épidémie de mal bouffe qui a envahi la planète. Prise de conscience que cette planète est effectivement bien petite et qu'on ne peut plus exploiter impunément l'autre moitié du monde pour avoir accès à du cacao, du sucre ou du café bon marché. Et surtout, prise de responsabilité collective de ces gens influents face à l'avenir de l'alimentation et de la gastronomie. Réconfortante unanimité autour des valeurs qui sont, en fait, le cheval de bataille du mouvement *Slow Food* depuis sa fondation, d'abord en Italie, en 1986, puis à Paris, dans sa version internationale, en 1989.

C'est donc vers la philosophie du *Slow Food* que le monde culinaire se tourne. Consciemment ou pas. C'était évident lors du SIAL. Ce l'était aussi durant la rencontre de l'ACFP. Toutes les conférences et les ateliers pratiques de cette année insistaient sur l'importance, pour ses membres, de devenir des agents de changement dans leurs milieux respectifs en utilisant toutes les tribunes disponibles afin de lutter contre la médiocrité et l'uniformisation alimentaire. Encore ébranlés par l'onde de choc provoquée par le livre d'Eric Schlosser *Les Empereurs du fast food*, le scandale de la vache folle, les interrogations soulevées par l'agriculture intensive ou l'usage des OGM, ces professionnels ont compris que la nourriture est un enjeu politique, social, écologique et économique de tout premier ordre, comme le leur a rappelé avec insistance R. W. Apple J^r, l'éditeur adjoint du *New York Times*, et conférencier-vedette de cette 25^e édition. Pas étonnant, donc, qu'une grande majorité d'entre eux aient rallié la cause du *Slow Food* et militent activement à promouvoir les valeurs de ce mouvement initié par l'italien Carlo Petrini.

Demain: les multiples visages du « Slow Food »

« Slow Food » Page H 1



Tous les animaux doivent porter leur étiquette d'identification à l'oreille. C'est cette même étiquette, rattachée à la carcasse de l'animal à l'abattoir, qui permet d'identifier la provenance de la viande.

Retraite dorée

S'il y a une chose qui me donne des boutons, c'est bien d'entendre parler de retraite, de régimes de pension, de régie des rentes, de REER, de REGOPP et autres *gugusses* actuariels. Si ça se trouve, j'aimerais mieux apprendre le créole ou le boulingrin extrême. Que voulez-vous, j'ai du mal à me projeter une semaine à l'avance — comme si la chose était possible, vu le poids plus que respectable de ma carcasse et de mon casque lorsqu'il est plein — alors imaginez une projection d'une vingtaine d'années, jusqu'au jour béni où j'aurai 65 ans et que je pourrai profiter d'une réduction sur le café au McDo.

J'ai beau ne pas vouloir y penser, c'est le genre de truc qui vous rattrape toujours. Juste à penser à ce qui m'attend lorsque je serai vieux, ça me brasse dans l'estomac. Serai-je assez riche pour partir en croisière dans les îles grecques ou devrai-je me contenter d'une journée dans les îles de Sorel? Pêcherai-je une boîte de thon vide au bassin Louise ou livrerai-je une lutte épique à un espadon, au large des Keys? Aurai-je les moyens de me payer un café au centre commercial et regarder passer le monde toute la journée? Et si je passe mes journées ailleurs, au golf par exemple, puisque ça semble la chose à faire lorsqu'on est vieux et encore capable de faire la différence entre un tee et un cure-dent, pourrai-je alors me payer une voiturette électrique pour ménager mes vieux os?

Tant de questions et si peu de réponses. Un recours collectif contre Dieu s'impose, je mets un avocat là-dessus à la première heure, lundi matin.

Je n'ai pas fini d'avoir des boutons car de la retraite, on n'a pas fini d'en entendre parler. C'est

déjà commencé depuis un bout de temps. Regardez ce qui se passe en France, avec les fonctionnaires qui font la grève pour s'opposer aux réformes du gouvernement.

On n'y échappera pas ici, c'est écrit dans le ciel. Les *baby-boomers* sont arrivés dans la soixantaine et leur nombre met une pression du diable sur les caisses de retraite. Cette semaine, on apprendait que les travailleurs du secteur privé pourraient ne pas profiter de leur régime de pension, au moment de quitter le boulot pour de bon. La chute boursière leur a fait perdre des millions et le système commence à prendre l'eau. Et puisqu'il n'y a pas assez de jeunes pour écoper, ce sont les vieux qui risquent d'écoper, vous me suivez?

Remarquez, ce n'est pas tout le monde, une fois le moment de la retraite venu, qui va avoir du mal à payer ses préarrangements funéraires ou les pneus d'hiver de sa chaise roulante. Prenez Claude Blanchet, le président de la Société générale de financement. Le nouveau gouvernement s'appête à le mettre à la porte parce qu'il ne cadre pas avec la philosophie libérale et qu'il couche avec l'ennemi, en l'occurrence l'ex-ministre péquiste Pauline Marois.

Rien de plus normal. D'un gouvernement à l'autre, qu'il soit péquiste ou libéral, c'est de bonne guerre, chacun cherche à placer ses pions et à récompenser de longues amitiés. L'important,



Normand Provencher

NProvencher@lesoleil.com

pour ces mandarins de l'État, c'est simplement d'assurer leurs arrières et de négocier une bonne entente pour rendre moins pénible le moment inéluctable où ils auront à lever les feutres.

Claude Blanchet a su y voir. Une allocation de départ de 275 000\$. L'équivalent d'un an de salaire, plus un « boni de rendement » de 18 600\$. Jusque-là, ça va, on a déjà vu pire au rayon des parachutes dorés. Le reste est plus difficile à gober pour le commun

des mortels: une rente à vie de 80 000\$ par année!

Claude Blanchet a 56 ans. Lorsqu'il aura atteint l'âge de 65 ans, en tenant compte de la valeur actuarielle de son fonds de pension (437 000\$), le gouvernement lui aura versé près d'un million de dollars. Je ne suis pas actuariaire, encore moins comptable, mais je crois que ça devrait être suffisant pour qu'il aille se promener dans les îles de Sorel avec Pauline.

Les Invasions barbares (bis et re-bis)

Un mot encore sur *Les Invasions barbares*, si vous êtes encore capable d'en prendre. C'est plus fort que moi, que voulez-vous, je suis jaloux de mon collègue Carignan, que j'imagine là-bas, perdu dans la coquille foute cannoise, à s'exciter le gros nerf patriotique.

Il y a quand même des trucs que je ne pige pas. Que vont faire là-bas, sur les marches du

Palais, en tuxedo et nœud papillon, Gaston LePage et Jean-Marc Parent? Si vous avez vu le film, vous conviendrez que leur présence est plutôt mince, pour ne pas dire anorexique. Une minute, gros max, c'est ce que doit faire le total de leurs dialogues. Paraît que la SODEC a eu un *deal* du tonnerre avec Air France, quelque chose comme 12 billets pour le prix de 11 et quart. M'enfin, on ne va pas jouer au casseus de party alors qu'on fait la fête à notre cinéma.

On a tout dit de l'accueil triomphal réservé au film. Reste à attendre le verdict. Ne déchirez pas votre chemise de soie, si Denys Arcand ne reçoit pas la Palme d'or, ce serait même étonnant, rapport au président du jury, Patrice Chéreau, un cinéaste qui affectionne un cinéma plus osé. Qu'importe, l'accueil réservé aux *Invasions barbares* est déjà une récompense en soi. Tous les distributeurs veulent l'acheter. Ce sont de bonnes nouvelles du front, « tabernacle », comme l'écrivait si bien ce critique de *Télérama* qui voulait faire son drôle.

Une dernière chose et après, c'est fini, promis. À la demande du producteur français, Denys Arcand a enlevé au montage des scènes inutiles, par hasard, des scènes qui m'avaient agacé royalement. Le point n'est pas là. Il est plutôt dans l'habitude de certains réalisateurs de couper, enlever, élaguer et remonter leur film pour s'adapter au public. Pas sûr qu'un type comme Jean-Claude Lauzon aurait accepté de tronquer son film pour plaire au plus grand nombre. Verrait-on un peintre enlever un peu de ciel par ici, un peu de bleu par là, pour séduire un autre public?

Ne vous demandez plus si le cinéma est un art ou une *business*, vous avez votre réponse.

ENTREVUE

Cours toujours, maman

L'encouragement d'une mère envers son fils a permis à un jeune Québécois de devenir l'homme le plus rapide du monde

■ Doris Morissette peut se targuer d'être l'ange gardien des mollets les plus en vue de tout le Québec: ceux de son fils, Nicolas Macrozonaris, la nouvelle coqueluche du milieu sportif, la nouvel-terreur du 100 mètres homme.

C'était l'une des courses les plus attendues de la saison.

Le retour en piste de Tim Montgomery, l'homme le plus rapide du monde. Tous les experts parlaient sur lui. Mais le 3 mai, à Mexico, avec toute l'arrogance que lui procurent ses 22 ans, Nicolas Macrozonaris a décidé qu'il en serait autrement. Il a détrôné le roi Montgomery de son podium et, depuis, on ne parle plus que de lui.

Tellement que Nicolas a dû fuir vers le sud en raison de l'attention qui lui était portée. Il débarque tout juste d'une session intensive de 10 jours d'entraînement sous le soleil de Miami et l'œil attentif de son mentor, le champion olympique Bruny Surin. « J'ai trop de distractions ici, c'est très difficile de me concentrer

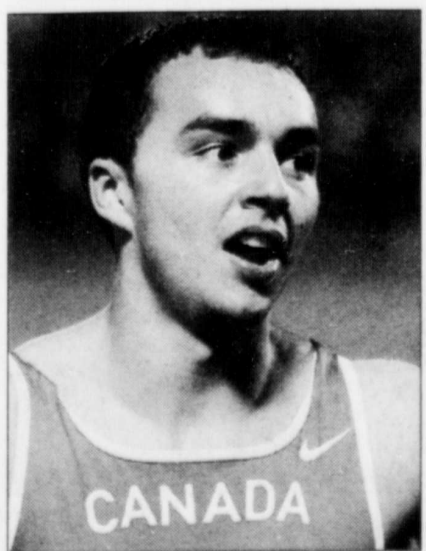


Violaine Ballivy

VBallivy@lesoleil.com

depuis que je suis revenu de Mexico. » Oui, Nicolas est bien loin de sa petite vie anonyme de banlieusard d'il y a sept ans. Là, au départ, il n'y avait que la passion d'une mère pour l'athlétisme et la tête dure d'un fils.

Ce départ, c'est un soir de l'été 1996. Le salon d'une maison de Laval, une télévision, un sofa. Il y a Spiro le père, les deux frères Nicolas et Alekis, la grand-mère, et Doris Morissette. Bref, toute la petite famille gréco-québécoise est rassemblée pour l'événement de l'année. La course du siècle, la finale



Nicolas Macrozonaris



Doris Morissette découpe méticuleusement tous les articles de journaux racontant l'ascension de son fils depuis 1996.

du 100 mètres homme des Jeux olympiques d'Atlanta.

Donovan Bailey y est magistral, il survole la distance en quelques enjambées et 9,84 malheureuses petites secondes. Grisé par la performance du Canadien, Nicolas s'expulse du divan et se plante, l'air grave, devant sa famille.

« Vous voulez savoir quelque chose? Dans quatre ans, je vais être là... »

Doris, l'experte de la famille en athlétisme, détaille son grand adolescent: « Bien sûr mon bébé. Si tu veux, tu peux... Mais tout de même, 2000, c'est bientôt. Tu aurais plus de chance si tu attendais en 2004. »

« Non, ce sera 2000 », tonne Nicolas.

Ce fut 2000. Quatre années lui ont suffi pour se hisser parmi les géants Bruny Surin et Donovan Bailey. Une étonnante quatrième place aux championnats canadiens à Victoria lui mérite alors un billet d'avion pour les Jeux olympiques de Sydney où il termine au 45^e rang du classement général.

Puis, enfin, le 3 mai dernier, il y a eu Mexico, où il a surpris tout le monde, même sa mère, en devançant l'homme

le plus rapide du monde, l'américain Tim Montgomery.

Si Nicolas a gravi si rondement les échelons, c'est sûrement parce que Doris a toujours cru en son fils. Qu'elle ne lui a pas plutôt répondu, ce fameux soir de 1996: « Bien voyons, tu n'as jamais fait d'athlétisme de ta vie, tu ne seras jamais aux Olympiques dans quatre ans ». Au lieu de cela, Doris a déniché le premier entraîneur de Nicolas. Il a alors 16 ans. Elle l'emmène au parc près du domicile familial. « A-t-il du potentiel? », demande-t-elle à l'entraîneur. « Oui », répond Sylvain Desmarais, qui s'est occupé de lui jusqu'à l'année dernière.

Souvent, les soirs de ce même été, Doris ne peut fermer l'œil avant 2 h. Nicolas a tracé un corridor de 100 mètres dans la rue qu'il ne se lasse pas de parcourir à toute vitesse. Doris doit tenir le chronomètre et encourager son fils. « Pendant la journée, son père et moi travaillions. Il n'y avait que le soir où l'on pouvait s'asseoir sur la galerie pour mesurer ses temps de course. »

L'an dernier, Doris est revenue dans sa ville natale, Québec. Nicolas est

toujours dans la région de Montréal, mais elle, ça ne l'empêche pas de veiller au grain. Et même si elle peut se vanter d'avoir un fils modèle: à 22 ans, il ne boit pas d'alcool, ne touche pas à la cigarette ni au *junk-food* et se couche tôt, elle sûrement aussi stressée que son fils court vite. « C'est beaucoup d'angoisse être la mère d'un coureur! Je ne sais jamais ce qu'il peut lui arriver. Une blessure, une maladie qui compromet une compétition. Nicolas, lui, il n'y pense pas, alors c'est moi qui dois le faire. »

Par deux fois déjà, Nicolas est allé se mesurer à ses compétiteurs en Europe. « Les deux fois, il a été malade. Empoisonnement alimentaire. Alors quand il part, je me permets toutes les recommandations du monde pour être certaine qu'il soit bien en forme pour le grand jour. »

LE PIRE EST À VENIR...

« Hengelo, Pays-Bas. Turin, Italie, Ostrava, République tchèque... ». Nicolas Macrozonaris est au bout du fil, il énumère ses prochaines compétitions. Non, Doris Morissette ne verra

pas beaucoup son fils cet été ailleurs qu'au petit écran.

« C'est dur de voir ma mère », constate Nicolas. Je voyage toujours, maintenant, et quand je rentre à Montréal, je n'ai pas envie de faire un autre voyage jusqu'à Québec. Mais j'envoie à ma mère toutes les coordonnées de mes compétitions, et je l'appelle. »

Doris suit donc les prouesses de son fils comme tous les autres Québécois, par la télévision et les journaux. Le 3 mai, chanceuse, elle a tout de même reçu un coup de téléphone du Mexique. « Maman, c'est fou! J'ai gagné! Je te rappelle dès que ça se calme », hurle fiston avant de raccrocher. Quand elle lui parle enfin, cinq jours plus tard, ses premières paroles le mettent en garde: « Attention, le pire est à venir ». Elle pense à la pression, au vedettariat et surtout, surtout, aux Jeux olympiques d'Athènes, l'an prochain. « Dans sa tête, Nicolas s'en va en 2004 à Athènes pour gagner une médaille. Probablement l'or. » Travaille fort, petit. Écoute ton entraîneur, lui dit sa mère. « Et puis, il en faut bien un premier, alors pourquoi pas toi! » Vrai.

ÉDITORIAL

Président et Éditeur ALAIN DUBUC
 Rédacteur en chef YVES BELLEFLEUR
 Directeur de l'éditorial JEAN-MARC SALVET
 Directeur de l'information FRANÇOIS BOURQUE

Retraite dorée

Au moment même où il prépare des compressions et probablement des mises à pied dans l'appareil de l'État, le gouvernement Charest engage plus de un million de dollars pour congédier le président de la Société générale de financement, M. Claude Blanchet. Voilà le genre de situation qui fait causer dans les chaumières, et qui finit par saper la confiance des contribuables. Le ministre du Développement économique et régional, Michel Audet, avait pourtant déclaré que jamais il ne recommanderait une entente de un million de dollars. Même le premier ministre a reconnu, mercredi, que le montant était élevé. Si M. Charest trouve la facture trop salée, il doit prendre les mesures nécessaires pour éviter, dans la mesure du possible, la répétition d'une telle situation.



Gilbert Lavoie

GLavoie@lesoleil.com

Le cas de Claude Blanchet n'est pas unique. À 54 ans, l'ancien président de la Caisse de dépôt, Jean Claude Scraire, a obtenu une pension bonifiée atteignant 200 000 \$ par année pour quitter son poste. Pourtant, la Caisse a perdu des milliards de dollars sous sa gouverne. L'ancienne ministre Pauline Marois s'était aussi interrogée sur ces pratiques, l'automne dernier, en apprenant qu'on avait consenti une prime de départ de 226 000 \$ au vice-président de la Société des alcools, M. Jean-Claude Gagnon.

Il faut savoir que le traitement accordé aux dirigeants des sociétés d'État se compare souvent à celui octroyé aux patrons du secteur privé. Pour recruter Henri-Paul Rousseau à la Caisse de dépôt ou André Caillé à Hydro-Québec, le gouvernement a dû mettre le paquet. M. Rousseau venait de la Banque Laurentienne, et M. Caillé de Gaz Métropolitain. Mais là où le bat blesse, dans le cas de Claude Blanchet, c'est que le gouvernement Landry, en fin de mandat et en difficulté dans les sondages, ait renouvelé son contrat jusqu'en 2007, tout en sachant qu'un éventuel gouvernement libéral demanderait probablement son départ.

Le gouvernement avait même avoué la décision du conseil d'administration de la SGF de bonifier le régime de retraite de M. Blanchet. Un petit cadeau de 438 000 \$! Dans les circonstances, il aurait été plus sage de limiter le renouvellement du mandat de M. Blanchet à deux ans.

Les gouvernements en fin de mandat ont l'obligation morale de ne pas poser de gestes qui engagent indûment leurs successeurs. C'est d'ailleurs la raison qu'avait invoquée Pauline Marois, en mars, pour ne pas combler immédiatement la présidence de Loto-Québec.

Le premier ministre Charest doit tirer leçon de cette affaire. D'un strict point de vue légal, Claude Blanchet a droit à son million de dollars. Mais c'est tout de même un million de dollars de gaspillé pour les contribuables.

Sabotage organisé

Quelle mouche a piqué le président du Parti libéral du Canada, Stephen LeDrew ? Il va de soi qu'il a le droit, comme n'importe quel citoyen, de critiquer la réforme du mode de financement des partis politiques annoncée par Jean Chrétien. Mais sa cabale s'apparente à du sabotage. À force de jouer les fiers-à-bras, il est parvenu à mettre en péril une révision aussi ambitieuse que nécessaire.

Petit retour en arrière. En début d'année, Ottawa a soumis au Parlement un projet de loi sur le financement des partis politiques s'inspirant de la législation présentée par le gouvernement Lévesque en 1977. Nous estimions alors que le souci de Jean Chrétien pour cette question était tardif, mais néanmoins souhaitable.



Jean-Marc Salvet

JMSalvet@lesoleil.com

La réforme envisagée fait reposer le financement des partis politiques davantage sur les individus que sur les grandes corporations. Les dons annuels des entreprises et des syndicats seraient plafonnés à 1000 \$, tandis que ceux des particuliers pourraient aller jusqu'à 10 000 \$. Les pertes de revenus des partis seraient compensées par un élargissement des contributions de l'État.

Aujourd'hui, l'adoption de la réforme est compromise en raison d'une fronde de plusieurs élus libéraux. Ce qui est ahurissant est que la charge est menée par le président du PLC en personne ! Il y a deux semaines, Stephen LeDrew a même contacté les partis d'opposition pour voir avec eux comment faire dérailler le projet... Comme allié, on a déjà vu mieux.

On peut comprendre que la réforme pourrait mettre à mal pendant un certain temps les finances internes des partis. Mais c'est justement parce qu'elle bouleversera les vieilles méthodes de collecte de fonds qu'elle est impérative. Les méthodes actuelles prêtent flanc à toutes sortes de soupçons, allant du trafic d'influence au favoritisme.

Il faut reconnaître que ce dossier paraît bien loin de nos vies quotidiennes. Ceux qui estiment qu'une révision est nécessaire ne descendront jamais dans la rue pour défendre leur point de vue et c'est normal. La hargne des opposants, par contre, est tonitruante.

Excédé, Jean Chrétien a menacé, mercredi, de déclencher des élections si les députés votaient contre les changements proposés. Faut-il voir dans la grogne de Stephen LeDrew l'opposition de Paul Martin au projet ? Personne, en tout cas, ne peut ignorer que ce bras de fer se déroule au moment où l'on recommence à s'interroger sur la décision du premier ministre de demeurer en poste jusqu'en février alors que son successeur sera choisi en novembre. Le principal prétendant au titre, Paul Martin, éclairerait nos lanternes s'il nous disait ce qu'il pense du projet de loi.



Le modèle québécois dans la mire

On ne savait pas trop si Jean Charest, relativement prudent sur la question en campagne électorale, oserait vraiment s'attaquer de front à la vache sacrée qu'est le modèle québécois. Et bien, nous avons notre réponse. Le congédiement de Claude Blanchet, président de la Société générale de financement, annonce manifestement un solide coup de barre.

L'État a un rôle très important à jouer dans le développement économique. Encore faut-il que cette intervention soit bien ciblée, efficace et utile. La SGF est en effet l'un des grands fleurons du modèle québécois. Mais c'est un fleuron qui a mal tourné. Les dérapages de cette société d'État illustrent de façon limpide ce qui ne va plus avec les façons de faire héritées de la révolution tranquille. Son bilan, depuis quelques années, a été marqué de trop de choix douteux, de trop d'échecs, de trop d'idées franchement folles, de trop de laxisme.

Mais qu'est-il arrivé à la SGF ? D'abord la vision d'un politicien, Bernard Landry, alors ministre des Finances, l'un des derniers survivants de l'école de pensée économique des années soixante, avec sa méfiance des entreprises privées et des mécanismes du marché et la conviction profonde que l'État et ses mandataires pourraient faire mieux que l'entreprise privée sur son propre terrain.

Cette vision, à la fois naïve et arrogante est derrière la création de la super-SGF qui regroupait dans une même entité presque toutes les sociétés d'État québécoises à vocation économique et qui donnait un mandat très ambitieux, celui de combler le retard dont le Québec souffre en terme d'investissements. La SGF s'est vu confier des milliards pour investir et susciter des investissements, elle a multiplié les partenariats, fait de la prospection et de la promotion à travers le monde, et même, dans les faits, concocté une stratégie industrielle pour le Québec.

Même si la théorie était boiteuse, la SGF aurait quand même pu bien fonctionner, comme elle l'a fait pour plusieurs projets d'importance fort bien menés. Mais elle a été corrompue par les tares d'un modèle vieillissant : la conviction d'avoir raison, la complaisance, le copinage et la politisation des dossiers. Critiquer la SGF ou même s'interroger sur l'un de ses projets, c'était critiquer les grandes théories du gouvernement, critiquer le modèle québécois, et donc critiquer le Québec. D'où une espèce de loi du silence et une tolérance coupable des gouvernements Bouchard et Landry envers les mauvaises décisions de la SGF.

De façon concrète, parce que la SGF était devenue un instrument idéologique, on a créé, comme dans le cas de la Caisse de dépôt, des sociétés d'État très puissantes sans prévoir d'outils de contrôle capables d'encadrer de tels géants. La SGF échappait aux lois du marché, mais elle échappait aussi aux contrôles politiques, si ce n'est celui d'un ministre des Finances à la fois juge et partie.

Résultat : on a ainsi donné un pouvoir disproportionné à Claude Blanchet, à la fois président de la société d'État et de son conseil d'administration. On a ainsi engendré, à la SGF comme à la Caisse, des mons-

tres aux égos gonflés, animés d'un sentiment d'invincibilité les amenant à oublier le sens de leur mandat. Au moment où l'on réfléchit beaucoup à l'éthique des entreprises, le modèle de gouvernance de la SGF, avec son président trop proche du pouvoir, capable de s'octroyer des avantages financiers indécentes, est digne d'une république de bananes.

Cette absence de contrôle est d'autant plus marquée qu'une société d'État comme la SGF n'a jamais été soumise à des objectifs clairs. La SGF mesurait son succès non pas en termes de rendement, mais en fonction de critères qui deviennent rapidement subjectifs, comme le nombre de projets et le nombre d'emplois créés. Avec pour résultat une tendance à se disperser et à multiplier les projets et une comptabilité créatrice pour afficher le plus possible d'emplois « créés ». C'est sur le terrain politique que la SGF a plutôt tenté de justifier son existence, documents couleurs, papier glacé, marketing agressif, interventions partisanes et dans l'ensemble, une culture de l'esbroufe loin de la transparence.

Notons aussi la manifeste indifférence à la performance financière. La logique économique qui sous-tend la stratégie de la SGF consiste à croire que, comme celle-ci investit des milliards empruntés, tout va bien si le rendement des projets est supérieur à l'intérêt des emprunts. Mais l'an dernier, la SGF a perdu 84 millions \$, et en perdra sans doute plus cette année avec l'échec du projet Magnolia, sans que cela ne semble déranger personne. Claude Blanchet a continué à toucher d'énormes primes et le gouvernement Landry s'appropriait à lui allonger d'autres milliards pour poursuivre sa fuite en avant.

Tout cela a privé la SGF des balises essentielles pour tout organisme qui engage des sommes importantes. Par exemple,

la SGF a refusé de vendre sa participation dans un complexe de divertissement techno, Métaforia, qui a par la suite fait faillite. Elle a refusé de vendre ses intérêts dans le projet Magnolia qui a depuis fermé ses portes. Deux cas où des pertes importantes auraient pu être évitées.

La même absence de balises a amené la SGF à accepter des niveaux de risques disproportionnés et aussi à quitter les sentiers battus du sens commun. Les plus beaux exemples sont deux projets qui n'ont heureusement pas vu le jour, mais pour lesquels Claude Blanchet s'est battu comme un lion avec une absence de jugement terrifiante. Le premier, le Technodôme, encore du divertissement techno, un secteur risqué, dans lequel la SGF voulait foncer avec un partenaire à haut risque, les frères Reichmann, qui ont derrière eux une faillite immobilière retentissante. Et l'autre folie, un projet d'usine de micro-processeurs avec une société taïwanaise peu connue, Mosel-Vitelic, un projet de trois milliards dont plus de la moitié aurait été des fonds publics.

Voilà pourquoi le ménage qu'entreprend le ministre du Développement régional, Michel Audet, est bienvenu. Cela ne signifie pas qu'il faille abandonner la SGF. Les gouvernements ont besoin d'un bras investisseur. Mais encore plus dans un monde où la concurrence les force souvent à participer au financement des investissements étrangers. Mais il faut repenser le rôle de la SGF, et surtout, revenir à l'essentiel.

Un des grands problèmes économiques du Québec, c'est le niveau insuffisant des investissements. Au lieu de compenser artificiellement avec des fonds publics, comme le faisait la SGF, le Québec doit régler le problème à la source en créant les conditions qui favoriseront l'investissement, travailler sur les PME, sur la productivité, sur la recherche et développement, lever les obstacles fiscaux et réglementaires.



ARCHIVES LE SOLEIL
 Au moment où l'on réfléchit beaucoup à l'éthique des entreprises, le modèle de gouvernance de la SGF, avec son président (Claude Blanchet) trop proche du pouvoir, capable de s'octroyer des avantages financiers indécentes, est digne d'une république de bananes.

OPINIONS

CHRONIQUE POLITIQUE

Le gouvernement Charest cherche son rythme

On dit que les 100 premiers jours d'un gouvernement donnent le ton. Jean Charest, prudent, parlait plutôt de « la première année du premier mandat ». Même avec un an devant lui, il n'a pas beaucoup de temps à perdre. Or les engagements internationaux de Bernard Landry lui en prennent beaucoup...

« Il y a beaucoup d'international! » soupireait cette semaine un vieux routier du cabinet du premier ministre. Une visite à New York, l'accueil du ministre-président de Bavière puis celle du premier ministre de la République française sont des engagements lourds. Jean Charest s'en acquitte volontiers mais son entourage trouve que cela prend beaucoup de son temps. On dit même qu'il a hâte de retourner aux affaires pour lesquelles il a d'abord été élu, celles de la province de Québec.

La visite française, par exemple, a pris beaucoup plus que les deux jours et demi que Jean-Pierre Raffarin aura passés au Québec. Et elle a occupé plusieurs ministres et hauts fonctionnaires pendant de longues heures consacrées aux sessions d'information, à la négociation d'accords bilatéraux, à la préparation de discours. (En passant, on me dit que Pierre Paradis n'a pas à s'inquiéter:

Jean Charest n'a tout simplement pas encore eu le temps de se pencher sur son « cas »...)

Pour l'instant, les ministres ont géré les affaires courantes et ont paré au plus pressé. Certains ont parlé plus vite que d'autres — c'est-à-dire trop! — mais qu'on se souvienne de la première année du premier mandat du Parti québécois en 1977 avant de leur jeter la pierre. C'est à dessein d'ailleurs que je compare ces deux gouvernements qui marquaient, chacun à leur façon, un véritable tournant dans la façon de gouverner le Québec: un programme ambitieux — une petite révolution en fait —, des ministres sans expérience, et beaucoup d'attentes des citoyens.

On peut dire que les libéraux ne s'en tirent pas trop mal... Mais quand les hôtes étrangers seront repartis, les lampions éteints et les flonflons réduits au silence, le nouveau gouvernement retombera brutalement sur le plancher des vaches: les échéances du discours inaugural et du simili budget approchent très vite.

Parmi les différents ministres, certains « réformateurs » ont incontestablement parlé trop vite. Disons que, leurs décisions n'impliquant pas de nouveaux crédits budgétaires, ils se sont un peu laissés aller. C'est le cas de Marc Bellemare (Justice) et de sa réforme de l'assurance-automobile.



Michel Vastel
Mvastel@lesoleil.com

C'est aussi celui de Jean-Marc Fournier (Affaires municipales) qui a confondu programme électoral et programme de gouvernement. Il faudra voir ce qu'il restera de son discours à l'Union des municipalités du Québec dans le discours inaugural!

Les ministres de première ligne comme Philippe Couillard (Santé et Services sociaux) et Pierre Reid (Éducation) ont quant à eux colmaté des brèches avec le peu d'argent qui était à leur disposition. Leur collègue Yvon Marcoux (Transports) est par contre un peu dans le champ avec sa décision de suspendre les travaux de prolongation du métro à Laval! Pense-t-il que ces bons libéraux que sont les Lavallois vont se contenter d'un trou? Bien sûr qu'il y a des dépassements de coûts! Mais on ne connaît pas de projet gouvernemental qui n'y

soit sujet. La même remarque vaut d'ailleurs pour la Grande Bibliothèque: les murs de béton étant sortis de terre, va-t-on les renfoncer dans le sous-sol de la rue Berri?

Il est de bon ton de préparer le terrain au ministre des Finances en découvrant des « mauvaises surprises » un peu partout mais il va falloir que ce petit jeu cesse puisque la présidente du Conseil du Trésor, Monique Jérôme-Forget, a enfin donné l'heure juste cette semaine devant l'Institut pour le partenariat public-privé. Elle s'accorde en effet jusqu'en septembre pour terminer le travail gigantesque de révision de tous les programmes gouvernementaux.

Cela confirme donc que le « budget » de juin n'en sera pas vraiment un. Yves Séguin aurait tout aussi bien pu se contenter d'une « mise à jour » comme le fit Michael Wilson à Ottawa dans les premiers mois du gouvernement conservateur, attendant lui aussi que la « réingénierie » de l'État soit terminée. Ce serait en tout cas mettre la charrie devant les bœufs que de remettre en cause tous les budgets des ministères avant que la présidente du Conseil du Trésor ait vu ce qui doit être éliminé, ce qu'il faut conserver et... ce qu'il serait souhaitable de créer. À moins que...

Le ministre des Finances ne peut pas, dès le mois prochain, toucher à la struc-

ture de l'impôt des particuliers. Il ne peut tout de même pas éliminer les réductions d'impôt promises par le précédent gouvernement après avoir promis de les accélérer! Yves Séguin pourrait cependant commencer à faire le ménage dans les nombreux crédits d'impôt et programmes de subventions destinés aux entreprises. Il semble même prêt à le faire de façon rétroactive, ce qui risque de coûter très cher, tant en indemnités pour bris de contrat qu'en réputation pour le Québec.

Une chose est préoccupante en particulier: le limogeage de Claude Blanchet, prévisible, semble annoncer une révision précipitée des mandats de la SGF et d'Investissement Québec. C'est du moins ce qu'à immédiatement compris le *Globe & Mail*, encouragé par les propos de Michel Audet: « vive les lois du marché! » C'est une bonne idée en effet, mais le ministre a-t-il une recette miracle pour inviter les cinq grandes banques canadiennes, toutes de Toronto, à investir davantage dans les entreprises du Québec? Et le ministre va-t-il convaincre le *Globe & Mail* de réclamer la fin immédiate de toutes les subventions à l'industrie automobile?

Le ministre du Développement économique régional va vite se rendre compte que les discours d'un ministre du gouvernement du Québec doivent être un peu plus nuancés que ceux d'un président de chambre de commerce...

Le SRAS court toujours

Depuis quelque temps, on passe d'un problème de santé publique à un autre: le SRAS, la maladie de la vache folle, le virus du Nil... Pour mieux comprendre ce qui se passe, LE SOLEIL vous propose aujourd'hui un retour sur l'épidémie de pneumonie atypique.

Guy Boivin, MD, MSc, FRCPC

L'auteur est microbiologiste, infectiologue et virologue au CHUL et à l'Université Laval

Un mois et demi après le début de l'épidémie de pneumonie atypique ou SRAS à Toronto et alors que l'Organisation mondiale de la santé (OMS) avait à peine retiré le Canada de la liste des pays à risque de transmettre la maladie, voilà qu'on entend parler de quatre nouveaux cas probables dans la Ville reine. Après plus de 8000 cas à l'échelle planétaire, incluant environ 670 décès dans une trentaine de pays, l'épidémie semble résorbée au Vietnam, en diminution importante à Hong-Kong et à Singapour, mais reste toujours active dans plusieurs provinces de Chine et à Taïwan.

À quoi doit-on s'attendre avec l'épidémie actuelle de SRAS? Avant de tenter de répondre à cette question, nous allons faire un bref rappel des éléments-clés de ce syndrome pulmonaire et décrire certaines des plus récentes découvertes s'y rapportant.

Le SRAS est une maladie affectant surtout le système respiratoire (bronches et poumons) mais pouvant aussi parfois toucher le système digestif. En ce moment, il n'existe aucun traitement spécifique ou vaccin pour lutter contre le SRAS.



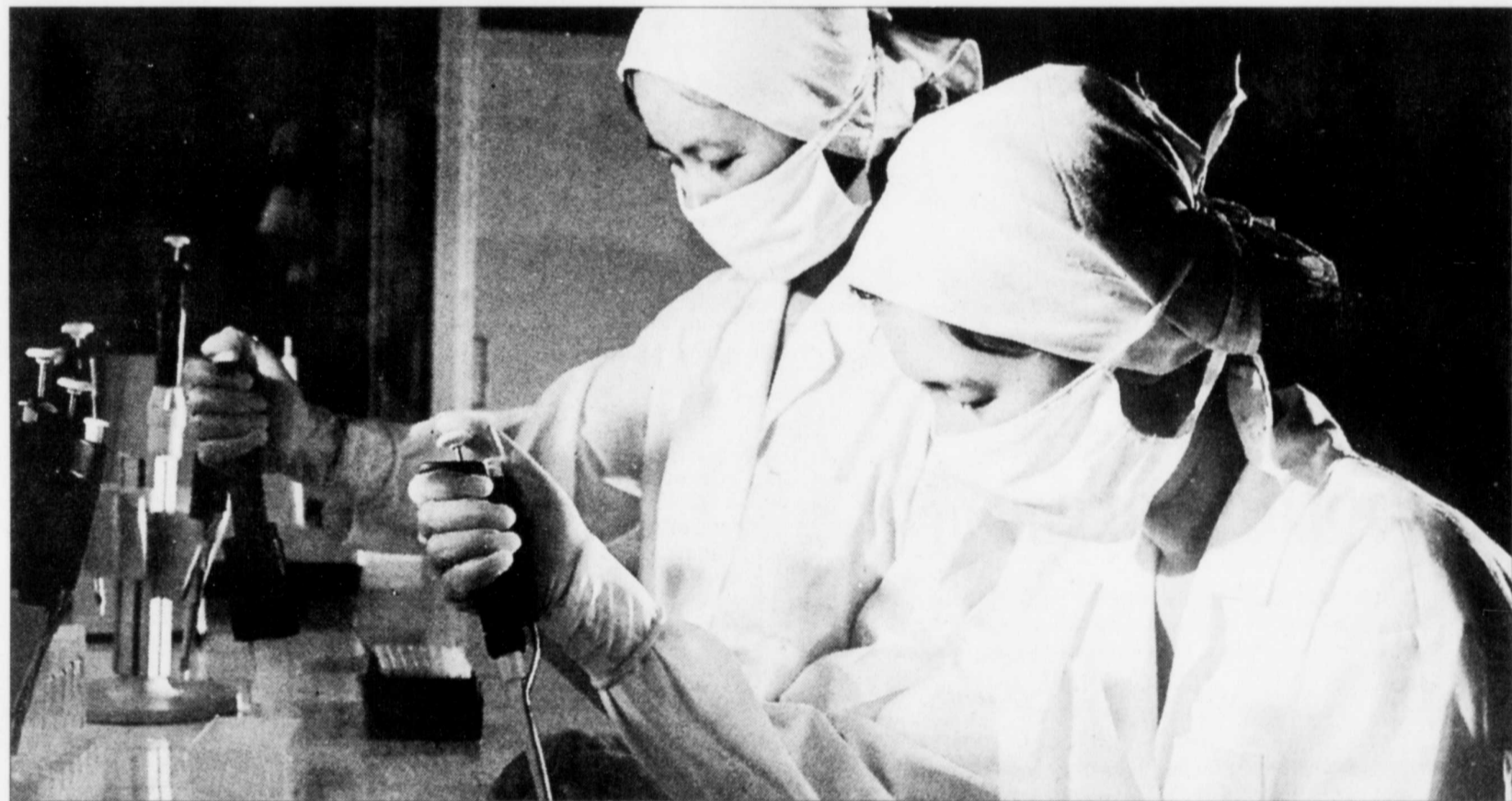
Guy Boivin

En l'espace d'un mois suivant les premiers rapports du SRAS à Hong-Kong et à Toronto, des scientifiques canadiens ont identifié un nouveau virus chez des personnes infectées et ont déchiffré totalement son code génétique. Ce nouveau virus fait partie de la famille des coronavirus, famille qui comprend notamment des virus associés aux rhumes chez l'humain et à des maladies respiratoires, digestives ou neurologiques chez plusieurs espèces animales. Cependant, des données récentes indiquent clairement que ce nouveau virus baptisé SARS (acronyme anglais de SRAS) - coronavirus est différent de toutes les espèces de coronavirus qui étaient connues jusqu'à présent.

De plus, on a pu démontrer à l'aide d'études moléculaires qu'au moins deux types de SARS - coronavirus ont circulé jusqu'à présent; un type est relié à la contamination de plusieurs personnes dans un hôtel de Hong-Kong ayant donné naissance aux épidémies de SRAS à Toronto, Hanoi, Hong-Kong et Singapour, tandis que l'autre type serait présentement en circulation dans plusieurs provinces de Chine.

Les coronavirus ont la propriété de muter de façon très importante, ce qui laisse entrevoir des réinfections possibles et une certaine difficulté à développer un vaccin efficace. Tout comme pour le VIH, le virus responsable du SIDA, l'hypothèse la plus souvent avancée pour expliquer l'origine de ce nouveau virus réside dans la transmission d'un virus animal à l'homme à la suite d'un certain nombre de mutations ayant permis une adaptation humaine. À l'heure actuelle, des recherches actives sont en cours pour déterminer l'origine du nouveau virus et, récemment, certains animaux domestiques ont été incriminés en Chine.

La découverte du virus en cause a également ouvert la porte au développement de tests diagnostiques rapides basés sur la détection du



Les coronavirus ont la propriété de muter de façon très importante, ce qui laisse entrevoir des réinfections possibles et une certaine difficulté à développer un vaccin efficace.

matériel génétique du virus dans les spécimens respiratoires. Plusieurs groupes, dont notamment ceux du CHUL à Québec, ont développé de tels tests. Présentement, toutefois, ces tests ne font que compléter le diagnostic basé sur les symptômes et les contacts potentiels avec un cas de SRAS. En effet, des chercheurs de Winnipeg ont rapporté que le SARS - coronavirus n'était détecté que dans environ 50% des cas probables de SRAS.

Néanmoins, de tels résultats pourraient s'expliquer selon nous de plusieurs façons: certains cas rapportés de SRAS n'en étaient pas vraiment, les spécimens ayant servi à la réalisation des tests ont été prélevés trop tardivement alors que le sujet n'excrétait plus le virus, les tests n'étaient pas assez sensibles ou les spécimens étaient inadéquats. Une autre hypothèse veut que d'autres virus soient nécessaires pour potentialiser les méfaits du nouveau coronavirus. Toujours est-il que d'autres études de validation sont nécessaires avant d'utiliser de tels tests de détection à grande échelle.

MODES DE TRANSMISSION

Le mode de contamination le plus commun consiste en un contact direct et rapproché (moins d'un mètre) avec une personne infectée. Le virus peut alors être transmis sur de courtes distances lorsqu'une personne tousse ou éternue. Cependant, d'autres modes de transmission ont été postulés, bien que non prouvés.

Par exemple, une transmission du virus par les selles est possible. Ce type de transmission associé à un système de plomberie défectueux pourrait être à l'origine de l'écllosion de 321 cas dans un complexe immobilier de Hong-Kong. Le virus à l'origine du SRAS a aussi été détecté dans l'urine et le sang de certains patients, bien que cela n'implique pas nécessairement une transmission par ces liquides corporels. Par ailleurs, des études récentes ont indiqué que le nouveau coronavirus pouvait survivre au moins 24 heures sur des surfaces inanimées...

Il nous apparaît cependant prématuré d'affirmer que le SRAS puisse se transmettre par simple contact avec une poignée de porte contaminée. Finalement, une transmission aérienne sur

de plus longues distances, comme pour la tuberculose, est possible mais peu probable. À preuve, le relativement faible taux d'infection à l'intérieur des avions de ligne (27 cas probables sur quatre vols à date, selon l'OMS).

MORTALITÉ

La mortalité attribuable au SRAS avait été préalablement établie à environ 5%. Des études plus récentes basées sur un plus long suivi des personnes atteintes relatent maintenant un taux de décès global d'environ 15%. Dans une étude récente en provenance de Hong-Kong, le taux de décès s'établissait à 13% chez les individus de moins de 60 ans, mais grimpeait à plus de 40% chez les sujets de plus de 60 ans.

Dans l'écllosion de cas à Toronto, la présence d'un diabète ou d'autres maladies sous-jacentes (cancer, bronchite chronique) était également associée à une mortalité accrue. Il est intéressant de noter que les enfants atteints du SRAS semblent évoluer de façon plus favorable que les adultes. Certains ont postulé que, tout comme pour la grippe, les enfants seraient des vecteurs (disséminateurs) efficaces du SRAS car ils pourraient excréter le virus tout en ayant des symptômes peu révélateurs de la maladie. De telles hypothèses vont devoir être confirmées en testant de nombreux enfants à l'aide de tests de détection fiables pouvant mesurer la présence d'anticorps spécifiques contre le SARS - coronavirus.

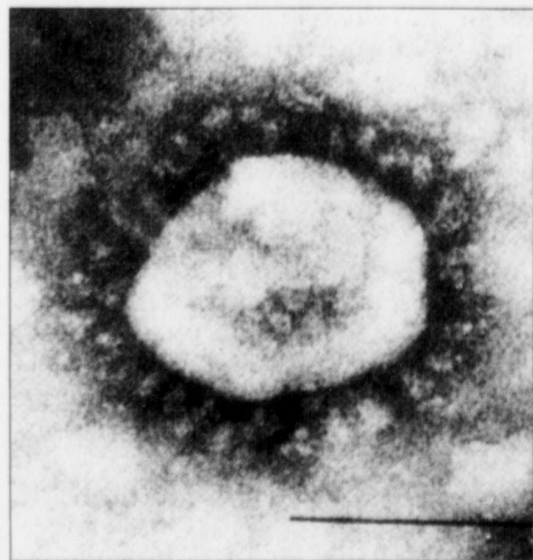
Finalement, outre la multiplication du virus, il semble de plus en plus qu'une bonne partie des décès puisse être attribuable à une réponse inflammatoire incontrôlée au niveau pulmonaire chez certains individus. L'usage d'anti-inflammatoires (par exemple, la cortisone) est recommandé par certains experts dans les cas sévères de SRAS bien que de telles modalités de traitement n'ont pas été rigoureusement testées.

QUELQUES PERSPECTIVES

Pouvons-nous nous attendre à une disparition à brève échéance du SRAS? Est-il possible que cette épidémie devienne plutôt cyclique comme celle de la grippe qui frappe le Canada chaque hiver? Ou encore faut-il craindre une transmis-

sion continue facilitée par les déplacements fréquents de millions de voyageurs? Pour tenter de répondre à cette question, il va falloir comprendre l'origine de l'épidémie. Par exemple, la présence d'un réservoir animal (hautement probable selon plusieurs experts) serait un obstacle important à l'éradication de la maladie. De plus, le fait que le SRAS soit une maladie à transmission respiratoire réduit de beaucoup les possibilités d'élimination. En effet, il est difficile d'éviter l'exposition à la toux d'un proche à la maison ou au travail. Le port d'un masque à haut pouvoir filtrant est une mesure recommandée, mais dont l'efficacité reste à démontrer en dehors du contexte hospitalier.

Jusqu'au développement d'un vaccin efficace, nous croyons donc que le SRAS s'établira en permanence à l'échelle planétaire et sera responsable d'épidémies ponctuelles qui resteront difficiles à prévoir. En fait, la seule certitude que nous avons pour plusieurs infections virales respiratoires réside dans leur caractère imprévisible. Restons donc vigilants! D'ailleurs, l'expérience récente de nouveaux cas canadiens après trois semaines d'accalmie ne vient que renforcer nos craintes par rapport au SRAS.



Photographie du coronavirus du SRAS

L'Université Laval

AU CŒUR DE VOTRE QUOTIDIEN



UN PROBLÈME PLANÉTAIRE

Création de deux observatoires sur la prévention de la violence à l'école

Violence des écoliers entre eux. Violence envers les professeurs. Menaces, intimidation, tagage, le phénomène est mondial: la violence supplante la pédagogie au palmarès des préoccupations des enseignants. Dans le cadre de la Deuxième conférence mondiale sur la violence à l'école, qui se tenait à Québec la semaine dernière, le Centre de recherche et d'intervention sur la réussite scolaire (CRIRES), centre interuniversitaire fondé par l'Université Laval en 1992, a annoncé la création de l'Observatoire canadien sur la prévention de la violence à l'école. Cet observatoire aura pour objectifs d'étudier, de comprendre et de documenter la prévention de la violence à l'école. Il prendra part à l'Observatoire international de la violence scolaire, dont la création a également été annoncée lors de la conférence.

«C'est pour redresser un problème extrêmement préoccupant que 111 enseignants, directeurs d'écoles, psychologues et spécialistes de l'éducation s'impliquent avec le CRIRES pour créer l'Observatoire canadien», a précisé Égide Royer, professeur de psychologie à l'Université Laval, président de la Deuxième conférence mondiale et directeur de l'Observatoire canadien. «Il s'agira d'un portail interactif sur la violence et les troubles de comportement en milieu scolaire, précise Égide Royer. De plus, une rencontre annuelle impliquant des représentants de chaque province canadienne sera tenue, pour faire le point.»

L'Observatoire canadien s'associera à l'Observatoire international de la violence scolaire. Éric Debarbieux, coprésident du comité scientifique, président de la Première conférence mondiale sur la violence à l'école, tenue à Paris en 2001, et directeur de l'Observatoire international, a rappelé: «Nous avons créé, Catherine Blaya et moi, l'Observatoire européen (<http://www.obsviolence.u-bordeaux2.fr>). Des chercheurs de la France, de l'Angleterre, de l'Allemagne, de l'Espagne et de l'Italie y contribuent. Le lancement de l'Observatoire international s'inscrit à merveille dans le cadre de la Conférence de Québec à laquelle 34 pays ont participé.»



Égide Royer: «Nous comptons prendre les devants en matière de violence scolaire.»

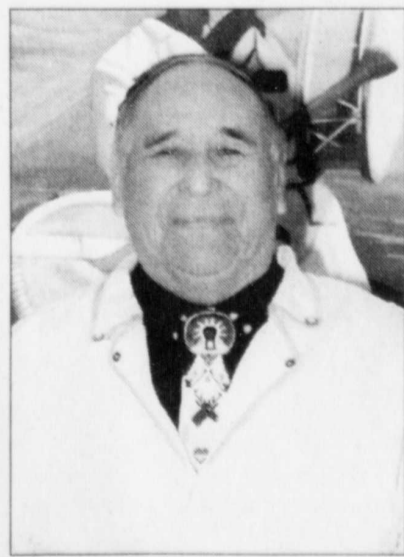
Deux doctorats honorifiques

Le recteur Michel Pigeon remettra, le mardi 27 mai, un doctorat honorifique à Hélène Carrère d'Encausse, secrétaire perpétuel de l'Académie française, et à Philippe Piétacho, sage et ancien chef Innu d'Ekuanitshit (Mingan). La cérémonie se déroulera au Théâtre de la Cité universitaire, pavillon Palast-Prince, à l'occasion du colloque «Quatre siècles de francophonie en Amérique», présenté dans le cadre des Grandes Fêtes de l'Université Laval.



Hélène Carrère d'Encausse, secrétaire perpétuel de l'Académie française.

l'Académie royale de Belgique, Hélène Carrère d'Encausse est élue à l'Académie française en 1990, dont elle deviendra le secrétaire perpétuel en 1999.



Philippe Piétacho, sage et ancien chef Innu d'Ekuanitshit (Mingan).

Représentant de sa communauté et de sa nation auprès de l'assemblée des chefs du Conseil des Attikameks et des Montagnais, Philippe Piétacho s'est également illustré au sein de l'assemblée des Premières Nations du Canada.

Écrivaine, historienne et politologue

D'abord professeure à la Sorbonne, Hélène Carrère d'Encausse s'est attachée par la suite à l'Institut d'études politiques de Paris. Elle étudie la Russie soviétique, à une époque où la guerre froide paralysait la pensée et la plume de nombreux intellectuels. Le prix Aujourd'hui (1978) et le prix Louise-Weiss (1987) lui sont remis pour son ouvrage *L'Empire éclaté*, dans lequel elle a magistralement démontré, de façon presque prémonitrice, les limites de la Russie du 20^e siècle.

Élue au Parlement européen en 1994, Hélène Carrère d'Encausse occupe la vice-présidence de la Commission des archives diplomatiques françaises et celle de la Commission des affaires étrangères et de la défense. Par ailleurs, de 1993 à 1996, elle préside la Commission des sciences de l'homme au Centre national du livre, avant de devenir, en 1998, membre du Conseil national pour un nouveau développement des sciences humaines et sociales. Membre associé de

Rassembleur, passeur de savoir et visionnaire

Reconnu comme un leader innu de première valeur et un sage très respecté par l'ensemble des Amérindiens du Québec et du Labrador, Philippe Piétacho est sans contredit un homme exceptionnel, tant grâce à ses qualités personnelles que par son engagement politique envers les siens. Chef de la communauté d'Ekuanitshit (Mingan) pendant une vingtaine d'années, il a su aider son peuple à franchir le difficile passage entre le nomadisme et la sédentarité.

Selon un sociologue de l'Université Laval, l'histoire du Québec ne commence pas avec l'arrivée de Champlain, mais bien avec la rencontre et l'alliance de ce dernier avec les chefs amérindiens d'alors. Philippe Piétacho est devenu, à titre de chef innu, l'interlocuteur des gouvernements établis, rôle qu'il a joué avec pour seule arme sa confiance inébranlable dans la culture et la langue innues. Par principe, il n'a jamais hésité non plus à soutenir les autres communautés autochtones aux prises avec des difficultés importantes. Représentant de sa communauté et de sa nation auprès de l'assemblée des chefs du Conseil des Attikameks et des Montagnais, Philippe Piétacho s'est également illustré au sein de l'assemblée des Premières Nations du Canada.

Les langues se délient

L'École des langues vivantes accueillera plus de 3 000 étudiants d'ici à la mi-août

C'est dans une ambiance empreinte d'enthousiasme et de cordialité que s'est ouverte officiellement, le 14 mai, l'École internationale d'été de l'Université. Une brève cérémonie protocolaire, placée sous le signe de la simplicité, a ainsi marqué le début des diverses activités de formation qu'offrira l'École des langues vivantes pendant les deux périodes de la présente session estivale. Cette formalité du coup d'envoi s'est déroulée en présence du maire de Québec, Jean-Paul L'Allier, président d'honneur, du recteur Michel Pigeon, du doyen de la Faculté des lettres, Jacques Mathieu, de la directrice de l'ÉLAV, Silvia Fairtelson-Weiser, des enseignants et des enseignantes de l'École des langues vivantes et de quelques centaines d'étudiants et d'étudiantes provenant notamment d'Asie, d'Afrique et des Amériques.

Apprentissage multiforme

L'École ne fera pas que recevoir 900 étudiants et étudiantes dans son réputé programme intensif de français langue étrangère, du 7 juillet au 8 août. De mai à août, elle aura donné, entre autres, des cours intensifs d'anglais, d'espagnol, de russe et français langue étrangère (FLE) à 518 personnes, de même que des cours réguliers d'allemand, d'anglais, d'espagnol, d'italien et de français langue maternelle à 1 260 autres.

L'ÉLAV aura également hébergé divers groupes, comme ces 60 professeurs de français d'Amérique latine et des États-Unis venus rafraîchir leur connaissance de notre langue, avec la collaboration du ministère des Relations internationales du Québec... ou encore, ces 90 ressortissants qui se seront inscrits au programme de francisation pour immigrants, avec le concours du ministère de l'Immigration et des Relations avec les citoyens (MRCI).



Des visages souriants parmi les quelque 3 000 étudiants et étudiantes qui vont fréquenter l'École internationale d'été. Première rangée, de gauche à droite: Raphaël Cheolki, de Corée du Sud (français); Sandro Altener, de Haïti (anglais); Diana Jurewicz, de l'État de New York (français). Deuxième rangée: Rachel Moran, de l'État de New York (français); Sonia Dugas, de Cap-Chat (espagnol); Le Minh Ngo, de Hanoi au Viet-Nam (français); Sara McWilliams, de l'État d'Ohio (français). Troisième rangée: Isabelle Darisse, de Saint-André-de-Kamouraska (russe); Norbert Coulibaly, du Burkina Faso (anglais); Canete Leonardo, d'Argentine (français).



Une quarantaine de personnes, dont la moyenne d'âge est de 75 ans, suivent, jusqu'au 6 juin, les cours intensifs du programme de français langue étrangère pour Eldershostel. Sur la photo: John Cunningham, Barbara Key, Robert Key, John Bratten, Marjorie Pike, et la professeure Claire Plante.

Les voyages forment la... vieillesse

Fait à signaler, l'Université Laval est devenue, depuis près de 20 ans, un pôle d'attraction, voire un point de rencontre incontournable ou un lieu de «pèlerinage» langagier très apprécié, pour des dizaines d'Américains et de Canadiens anglais, âgés de plus de 55 ans, qui veulent s'enrichir au contact de la langue française d'Amérique et de la culture québécoise.

GABRIEL CÔTÉ

Traitement en vue pour la dystrophie musculaire myotonique

Une équipe du Centre de recherche du CHUL réalise une première mondiale en génétique

Dirigée par le neurologue Jack Puymirat, professeur à la Faculté de médecine, une équipe du Centre de recherche du CHUL a réussi à mettre au point une technique permettant de neutraliser, à l'intérieur d'une cellule musculaire humaine dystrophique, le gène responsable de la dystrophie musculaire myotonique de Steinert. La technique mise au point permet aussi de restaurer la fonction normale de la cellule dystrophique.

Cette découverte laisse entrevoir, pour la première fois, la possibilité d'un traitement pour les patients atteints de cette maladie. Fait rarissime dans le milieu de la recherche en santé humaine, deux revues scientifiques prestigieuses - *Gene Therapy* et *Molecular Therapy* - viennent de publier simultanément les résultats des travaux de l'équipe.

Maladie à transmission dominante, la dystrophie myotonique est la plus fréquente des dystrophies musculaires de l'adulte. Elle est présente dans toutes les populations et touche toutes les races. La prévalence est estimée à 1 pour 10 000 habitants dans la plupart des pays. La fréquence de la dystrophie myotonique est cependant 20 fois plus élevée dans la région de Charlevoix et du Saguenay-Lac-



Jack Puymirat: «Nous pourrions commencer les premiers essais de thérapie génique chez nos patients d'ici trois à cinq ans.»

Saint-Jean où on estime qu'une personne sur 500 est atteinte de la maladie. L'âge du début de la maladie est variable. Elle se manifeste par différentes atteintes musculaires. La durée de vie des personnes atteintes varie de 45 à 55 ans.

Succès sur des cellules humaines

Grâce à l'utilisation innovante d'outils déjà connus et très puissants comme les ARN anti-sens (un acide nucléique qui utilise l'information héréditaire pour synthétiser des protéines) et les ribozymes, les chercheurs ont réussi à neutraliser de 60 à 80 % des gènes défectueux responsables de la dystrophie. «Mais, en plus de réussir à neutraliser le gène défectueux, nous avons préservé le gène sain et restauré la fonction normale de la cellule. Cette réussite permet d'augmenter la capacité de la cellule à former des fibres musculaires. De plus, la cellule ainsi restaurée peut aussi capter le glucose, un élément essentiel lui permettant de produire plus d'énergie», explique Jack Puymirat.

Cette thérapie génique pourrait également être utilisée dans le traitement d'autres dystrophies musculaires ou de maladies neurogénétiques à transmission dominante. La technologie pourrait s'appliquer en particulier au traitement de la myopathie myotonique proximale de certaines formes héréditaires de la maladie de Lou Gehrig, de certaines dystrophies des ceintures, de la dystrophie oculo-pharyngée (autre maladie à forte prévalence dans la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean) et de la dystrophie musculaire d'Emery-Dreyfuss.

Campus express

LES RETROUVAILLES 2003, LE RENDEZ-VOUS DE L'AUTOMNE

L'Association des diplômés de l'Université Laval (ADUL) convie toutes les personnes diplômées dont les années de promotion se terminent par un 3 ou un 8 à venir fêter leur anniversaire quinquennal de graduation dans le cadre des Retrouvailles annuelles qui se dérouleront du 13 septembre au 26 octobre. L'ADUL invite les diplômés et diplômées à participer en grand nombre et à consulter le programme général des retrouvailles annuelles 2003 sur le site de l'ADUL (<http://www.ulaval.ca/adul/>). Il est encore temps de s'engager et de devenir responsable de promotion. Avec l'appui et les conseils de l'Association des diplômés, organiser les retrouvailles d'une promotion est très simple et constitue une belle façon de s'impliquer tout en ayant du plaisir. Communiquez avec Charles Garon au numéro (418) 656-3242, ou 1 800 463-6875. Courriel: charles.garon@adul.ulaval.ca.



SYMPOSIUM INTERNATIONAL SUR LES SÉDIMENTS CONTAMINÉS

Du 26 au 28 mai, se tiendra, à l'hôtel Loews Le Concorde de Québec, le deuxième Symposium international sur les sédiments contaminés de l'American Society for Testing and Materials. Cet événement regroupera près de 500 chercheurs provenant



Pascal Locat, étudiant au doctorat au Département de génie civil, et Luc Boisvert, ingénieur de recherche au Département de géologie et de génie géologique, procédant au carottage de sédiments face au Cap Trinity dans le fjord du Saguenay, à bord du Conioli II. Cette activité de recherche a été réalisée en octobre 2002.

de 26 pays. Par le biais de plus de 100 communications scientifiques, ce symposium vise à faire le point sur l'état des connaissances touchant les sédiments contaminés. Divers aspects seront abordés: caractérisation, évaluation et atténuation des sédiments contaminés, ainsi que le suivi et la performance des solutions proposées. Le projet Saguenay post-déluge ainsi que le bilan de l'état du fleuve Saint-Laurent seront au cœur des discussions. Rappelons qu'en 1996, à la suite de pluies diluviennes, plus de 20 millions de mètres cubes de matériaux avaient été transportés jusqu'au fjord du Saguenay. Ce symposium sera donc une occasion de faire le bilan de l'impact du déluge de 1996 sur l'écosystème du fjord du Saguenay. Jacques Locat, professeur au Département de géologie et de génie géologique, agit comme président de cette rencontre internationale.

UNE AUTRE IMAGE DU CHRIST

Le professeur Jean-Marie Sevrin, doyen de la Faculté de théologie et de droit canonique de l'Université catholique de Louvain, donnera une conférence publique, intitulée «L'Évangile selon Thomas, une autre image de Jésus?», le jeudi 29 mai à 18 h, à la Chapelle du Musée de l'Amérique française, 2, Côte de la Fabrique, dans le Vieux-Québec. Lorsqu'il parut pour la première fois en 1959, l'Évangile selon Thomas, récemment découvert parmi les manuscrits coptes de Nag Hammadi, fit sensation. Jésus n'y apparaît pas comme l'acteur d'une histoire, et sa mort et sa résurrection n'y ont aucune place. Cinquante ans après sa découverte, que peut-on dire de cet évangile qui a suscité de vifs débats et que certains appellent «le cinquième évangile»? La conférence de Jean-Marie Sevrin est présentée dans le cadre du Colloque international «L'Évangile selon Thomas et les textes de Nag Hammadi. Traditions et convergences» qui se tiendra les 29, 30 et 31 mai à l'Auditorium Jean-Paul Tardif du pavillon La Laurentienne. Le but de ce colloque est d'examiner l'Évangile selon Thomas en particulier, mais aussi la Bibliothèque de Nag Hammadi dans son ensemble, dans leurs rapports littéraires ou textuels avec les corpus canonique, apocryphe, patristique, monastique, gnostique et manichéen.



Pierre Gagnon

POUR LA PRÉVENTION DU DÉLIRIUM

L'Institut national du cancer du Canada a octroyé une subvention de 426 000 \$, pour les années 2003 à 2005, à Pierre Gagnon, chercheur principal et professeur à la Faculté de pharmacie et son équipe, pour compléter une étude visant à prévenir le délirium en phase terminale de cancer. Pierre Gagnon avait déjà obtenu une subvention du même organisme pour amorcer cette étude, de 2000 à 2003. Il dirige une équipe de chercheurs œuvrant dans six centres de soins palliatifs au Québec et en Ontario affiliés aux universités Laval, McGill et d'Ottawa. Pour ce projet de recherche, Pierre Gagnon est secondé par les chercheurs Pierre Allard, Benoit Gagnon et Chantal Mérette. L'étude évalue l'efficacité d'une intervention multidimensionnelle pour prévenir le delirium, ou état confusionnel aigu, une des complications les plus délétères au cours de la phase avancée du cancer. Une composante majeure de l'étude, s'intégrant dans le programme de recherche en pharmacie clinique de Pierre Gagnon, implique l'attention aux médicaments pouvant induire ou augmenter le risque de délirium. En plus de l'objectif primaire visant à tester cette intervention originale, l'étude procurera une base de données précieuses sur l'épidémiologie clinique du delirium ainsi que sur la pharmacothérapie et les autres facteurs associés.



Fernand Labrie

FERNAND LABRIE HONORÉ PAR BIOQUÉBEC ET L'AITS

Lors du dernier congrès de BIOQuébec, qui se tenait à l'hôtel Hilton Bonaventure de Montréal, BIOQuébec et l'Association de l'industrie des technologies de la santé (AITS) ont souligné, par l'attribution des prix Genesis 2003, la contribution d'entreprises et de personnes à l'œuvre dans ce secteur prometteur pour l'avenir du Québec mais aussi porteur d'espoir pour des populations entières. C'est ainsi que Fernand Labrie, directeur du Centre de recherche du CHUL, accès au prestigieux Cercle Excelcia, constitué de personnalités dont la contribution à l'essor des sciences de la vie et au développement des bio-industries est remarquable. Fondateur, notamment, du Laboratoire de recherche en endocrinologie moléculaire de l'Université Laval, Fernand Labrie a plus de 1000 publications scientifiques à son actif, a été cité plus de 30 000 fois et a donné près de 500 conférences lors de congrès scientifiques. Soulignons que le prix Brio a été remis à Eric Dupont, diplômé en biochimie de l'Université Laval, pour la création des Laboratoires Aeterna inc. et pour son acharnement à s'impliquer dans les recherches et organismes luttant contre le cancer.

LE RÉSEAU DES ÉCOLES ASSOCIÉES FÊTE SES 10 ANS

Chaque année, plus de 2 000 étudiants en sciences de l'éducation font leurs stages dans quelque 200 écoles primaires et secondaires des régions de Québec et de Chaudière-Appalaches

Dix ans après sa mise en place, le Réseau des écoles associées de la Faculté des sciences de l'éducation vieillit bien, tout jeune qu'il soit encore, et ce, malgré vents financiers parfois défavorables et marées démographiques en décroissance dans l'Est du Québec.

Ce réseau bien structuré, unique en Amérique du Nord, est constitué actuellement d'une cinquantaine d'écoles secondaires et de 145 écoles primaires des régions de la Capitale nationale et de Chaudière-Appalaches. Ces dernières accueillent en stage aujourd'hui, depuis dix ans au secondaire et depuis neuf ans au primaire, plus de 2 000 étudiantes et étudiants inscrits aux programmes de baccalauréat en éducation préscolaire et en enseignement primaire (BÉPEP) et de baccalauréat en enseignement secondaire. Ce contingent se gonfle de jusqu'à 2 700 ou 2 800 stagiaires, si l'on ajoute des «spécialités» comme la musique, les arts plastiques, l'éducation physique et l'anglais langue seconde.

«Le réseau est un gros bateau qui fonctionne relativement bien malgré tout, affirme Jean D. Bélanger, coordonnateur de la formation pratique en enseignement secondaire. Celui-ci a atteint sa vitesse de croisière et nous en sommes à la phase de la stabilisation.» Lieu par excellence d'une formation universitaire en contexte d'intervention professionnelle, l'école associée, version lavalloise, se veut le creuset de diverses approches. Y ont cours, entre autres, la formation entre pairs (les stagiaires eux-mêmes, qui apprennent à travailler ensemble); la formation «collaborative» (entre enseignants associés et chargés de formation pratique de l'Université); la formation interdisciplinaire (entre stagiaires de diverses disciplines, entre enseignants associés de divers champs d'études, et entre stagiaires et enseignants associés). C'est Françoise Tremblay, signalons-le, qui est la coordonnatrice de la formation pratique offerte

dans le second volet du Réseau des écoles associées, celui de l'éducation préscolaire et de l'enseignement au primaire.

Une qualité enviée

«Les enseignantes et les enseignants associés acceptent une responsabilité majeure en supervisant de manière très engagée les étudiants et les étudiantes des programmes de baccalauréat en enseignement secondaire, souligne pour sa part Guy Lévesque, conseiller à la gestion des études à la direction de la Faculté des sciences de l'éducation. Grâce au réseau d'écoles associées, bâti solidement et enrichi quotidiennement, les commissions scolaires, les écoles et l'Université Laval les soutiennent activement sur les

questions relatives à l'organisation, la supervision et l'évaluation des stages en milieu scolaire, afin d'offrir à ceux et à celles qui se destinent à l'enseignement une formation pratique d'une qualité enviée dans toute la province ainsi qu'ailleurs dans le monde.»

La Faculté des sciences de l'éducation et son réseau d'écoles secondaires ont célébré leur fécond partenariat en tenant un colloque sur le thème «L'enseignant associé, la supervision et les compétences en formation pratique», qui a réuni au-delà de 350 enseignants et enseignantes du réseau au pavillon Charles-De Koninck, les 6, 7 et 8 mai.

GABRIEL CÔTÉ



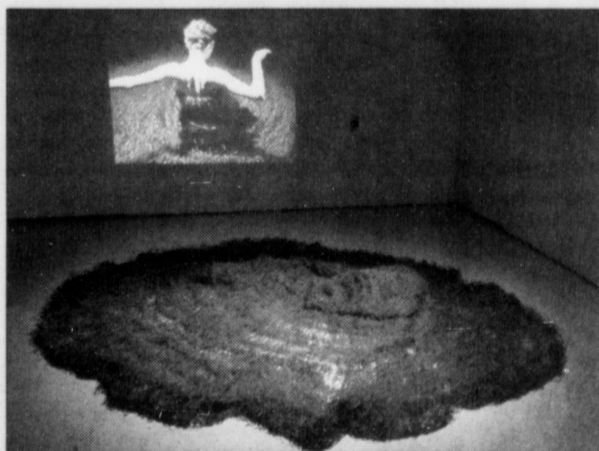
Marlène Caouette, enseignante associée à l'École Rochelle, Marie-Josée Boissonneault, Isabelle Bienvenue, suppléante, Kevin Labranche, suppléant et Richard Tétu, chargé de formation pratique: des membres d'un réseau unique en Amérique du Nord.

ARTS VISUELS

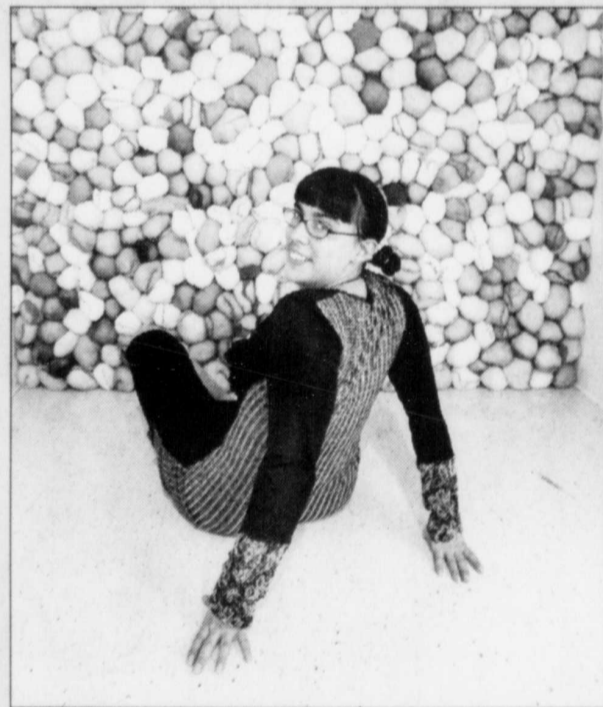
Fabrique d'art actuel



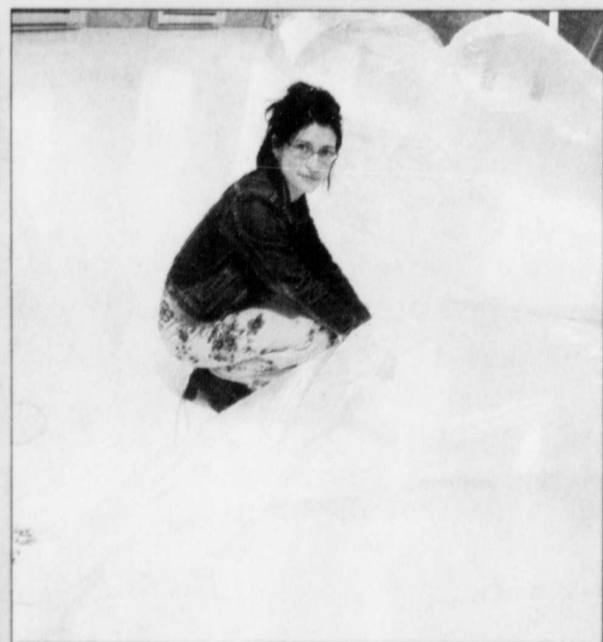
Alejandra Manrique, Maison TV 7



Julie Pichette: Rouge



Mélissa Charest, Sans titre



Annie Labbé, Les gonflables

La cuvée 2003 des finissantes et finissants du baccalauréat en arts plastiques s'avère un excellent cru, si l'on en juge par l'impressionnante exposition que ces quelque 40 jeunes artistes présentent sur plusieurs étages de l'Édifice La Fabrique, où loge l'École des arts visuels, ainsi que par leur magnifique catalogue. Des photos, des installations, des performances, des projections d'images, il y en a pour tous les goûts. Petit coup d'œil sur ce foisonnement de création.

Si les matériaux traditionnels, comme la toile et la peinture, occupent toujours une place de choix, le domaine des nouvelles technologies se taille aussi une portion de plus en plus importante parmi les œuvres, puisque cinq étudiants ont suivi la concentration «Nouveaux médias», telles Chloé Bertrand, qui permet au spectateur de donner naissance à une entité virtuelle, et Alejandra Manrique, qui projette des extraits d'informations télévisées sur une maison construite en pintes de lait.

D'autres étudiantes montrent une prédilection pour la matière. Attirée par le bleu, Katia Racine utilise des coquilles d'œufs écrasées et de la cire d'abeille pour composer des tableaux abstraits qui deviennent de véritables paysages imaginaires. Non loin de là, Catherine Sheedy met à profit sa connaissance des techniques de joaillerie pour produire à grande échelle d'immenses treillis métalliques aux allures changeantes.

L'exposition donne aussi l'occasion de découvrir le travail individuel des quatre artistes qui forment le collectif des Fermières obsédées, bien connu à Québec pour son travail de performances. Eugénie Cliche présente ainsi des photomontages

reliés aux rites de passage, tandis qu'Annie Baillargeon met en scène des personnages sur des clichés photographiques très saturés. De son côté, Mélissa Charest assouvit sa passion pour la couture et la déconstruction en exposant des bas de nylon bourrés de coton, qui prennent une forme organique, tandis que Catherine Plaisance crée des rencontres inusitées entre des passants en découpant leur silhouette photographiée sur le vif.

L'exposition «Fabriquez» se poursuit jusqu'au 3 juin à l'Édifice La Fabrique, 255, boulevard Charest Est.

PASCALE GUÉRICOLAS



UNIVERSITÉ
LAVAL

Aujourd'hui Québec, demain le monde.

Le contenu de ces pages est produit et édité par le Service des communications de l'Université Laval. Visitez Alérion, le site Web de l'Université Laval, à l'adresse suivante: <http://www.ulaval.ca>

**AUCUN PAIEMENT
AVANT 6 MOIS**

sur toutes les
Mazda neuves **

PLUS

0

%
de financement
à l'achat †

LE
**GRAND ÉVÉNEMENT
DU PRINTEMPS**



HÂTEZ-VOUS,
l'événement se termine
le **31 MAI!**

vroum-VROUM



De nouveau
« Le meilleur achat de sa catégorie »
Le Guide de l'auto 2003, Jacques Duval

Modèle ES-GT illustré

Mazda Protegé SE 2003

OU Louez à partir de

179\$

PAR MOIS, POUR 48 MOIS *
TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS
COMPTANT INITIAL DE 2 100 \$
PLUS

0\$ dépôt de sécurité

• Banquette arrière à dossier 60/40 rabattable et verrouillable • Radio AM/FM stéréo avec lecteur de CD • Volant inclinable • Essuie-glace à balayage intermittent • Deux coussins de sécurité avant à action atténuée • Console centrale • Bouches de chauffage aux places arrière • Barres stabilisatrices avant et arrière • Roues de 14 po avec enjoliveurs intégraux • Moteur de 2 L et 130 ch (disponible sur les LX et ES) • Et plus de 60 caractéristiques de série

**Les Protegé et Protegé5,
les plus vendues au Québec depuis 2 ans.***



Meilleur achat
Carguide 2003



« Le meilleur achat de sa catégorie »
Le Guide de l'auto 2003, Jacques Duval

Mazda Protegé5 2003

OU Louez à partir de

237\$

PAR MOIS, POUR 48 MOIS *
TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS
COMPTANT INITIAL DE 2 100 \$

• Moteur 4 cyl. de 2 L à DACT et 130 ch • Roues redessinées de 16 po en alliage • Radio AM/FM stéréo avec lecteur de CD • Groupe GFX • Régulateur de vitesse • Phares antibrouillards de style sport • Freins antiblocage avec système de répartition de freinage électronique • Console centrale • Banquette arrière 60/40 • Deux coussins de sécurité avant à action atténuée • Sièges en tissu de type sport • Glaces à commande électrique et télédéverrouillage • Indicateurs de tableau de bord argent • Nouvelle boîte automatique avec mode *sport* en option

« Coup de cœur »

Le Guide de l'auto 2003, Jacques Duval



Modèle GT-V6 GFX illustré

Mazda6 GS-I4 2004

Louez à partir de

295\$

PAR MOIS, POUR 48 MOIS *
TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS
COMPTANT INITIAL DE 3 195 \$

OU obtenez
4,9%

de financement à l'achat
jusqu'à 36 mois †

• Moteur de 2,3 L et 160 ch avec calage variable des soupapes • Boîte manuelle surmultipliée 5 vitesses de série • Freins antiblocage avec système de répartition de freinage électronique • Système antipatinage • Barres stabilisatrices avant et arrière • Radio AM/FM avec lecteur de CD • Rétroviseurs extérieurs chauffants • Climatiseur • Télédéverrouillage • Antidémarréur • Banquette arrière à dossier 60/40 rabattable avec leviers de dégagement rapide • Et plus de 100 caractéristiques de série



« La Mazda Miata... en tête des cabriolets
les plus populaires de l'histoire »
Le Guide de l'auto 2003, Jacques Duval

Mazda Miata MX-5 2003

OU Louez à partir de

345\$

PAR MOIS, POUR 48 MOIS *
TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS
COMPTANT INITIAL DE 2 995 \$

• Roues de 15 po en alliage • Radio AM/FM avec lecteur de CD • Serrures, glaces et rétroviseurs à commande électrique • Phares antibrouillards • Deux coussins de sécurité avant • Volant à 3 rayons, gainé de cuir NARDI MD • Antidémarréur/système antivol



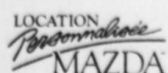
NOTRE ENGAGEMENT VOUS CERTIFIE QUE VOTRE NOUVELLE MAZDA EST INSPECTÉE, REÇOIT DES PROTÈGE-TAPIS ET UN PLEIN D'ESSENCE À LA LIVRAISON.
GARANTIE LEADERSHIP MAZDA Garantie complète de 3 ans ou 80 000 km et de 5 ans ou 100 000 km sur le groupe motopropulseur.
ASSISTANCE ROUTIÈRE 24 HEURES MAZDA Renseignez-vous sur le programme d'assistance routière Mazda, offert gratuitement avec toute nouvelle Mazda.



mazda

www.mazda.ca

Les concessionnaires Mazda du Québec



INFORMEZ-VOUS AU SUJET DU PROGRAMME MAZDA POUR LES DIPLÔMÉS.

* Rapports de l'AIAC 2001-2002.

† Financement à l'achat aux particuliers de 0 % pour 24 mois sur les Mazda neuves 2003 (excluant les Protegé MazdaSpeed 2003 et les Mazda6 2004) consenti par l'entremise de la Banque Scotia. Sur approbation du crédit. Autres taux et termes de financement disponibles. †† L'offre aux particuliers de « aucun paiement avant 6 mois » s'applique au financement à l'achat de toutes les Mazda neuves et débute à la date de livraison du véhicule à l'acheteur. Le nombre de mensualités choisi par le client n'est pas réduit mais reporté de 6 mois. Aucun intérêt pendant les premiers 150 jours. Après cette période, le montant du capital ainsi que les intérêts devront être payés en fonction du terme prévu au contrat. * Taux de location personnalisée Mazda : offres portant uniquement sur la location au détail des Mazda Protegé SE 2003 (modèle D4XMS3AR00), des Mazda Protegé5 2003 (modèle D5TSS3AR00), des Mazda6 GS-I4 2004 (modèle G4JMS4AR00) et des Mazda Miata MX-5 2003 (modèle L2B3S3R00) neuves. Comptant initial ou échange équivalent, premier versement manuel et dépôt de sécurité de 300 \$ (Protegé5), de 350 \$ (Mazda6) et de 400 \$ (Miata) exigés. Aucun dépôt de sécurité sur toutes les berlines Protegé. Offres soumises à l'approbation de Crédit Mazda Canada inc. Limite de 80 000 km. Frais de 8 C le km additionnel. Immatriculation, assurances, taxes et frais d'inscription au Registre des droits personnels et réels mobiliers (RDPM) en sus.

Les modèles illustrés peuvent différer et sont utilisés à titre indicatif seulement. Certains équipements illustrés peuvent être offerts en option ou de série sur d'autres modèles. Les stocks peuvent varier selon les concessionnaires. Les concessionnaires peuvent louer à prix inférieur. Voir un concessionnaire participant pour les détails. Aucune combinaison d'offres possible. Offres d'une durée limitée à compter du 5 mai 2003.